

N° 2001-0238-02

juin 2003

## **Mission d'analyse des dossiers financés au titre de la surcharge foncière en région Ile-de-France en 2002**



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



ministère  
de l'Équipement  
des Transports  
du Logement  
du Tourisme  
et de la Mer

# CONSEIL GÉNÉRAL DES PONTS ET CHAUSSÉES

Rapport n° 2001-0238-02

## **Mission d'analyse des dossiers financés au titre de la surcharge foncière en région Ile-de-France en 2002**

établi par

**Jean CAMUS,**  
ingénieur général des ponts et chaussées

et

**Jean-Paul GARCIA,**  
ingénieur général des ponts et chaussées

### **Destinataire**

Le Directeur général de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction

la Défense, le 30 JUIN 2003

ministère  
de l'Équipement  
des Transports  
du Logement  
du Tourisme  
et de la Mer



Conseil Général  
des Ponts  
et Chaussées  
Le Vice-Président

## NOTE

à l'attention de  
**Monsieur François DELARUE,**  
Directeur général de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction

---

Affaire n° 2001-0238-02

Par note du 19 février 2003, vous avez demandé au conseil général des ponts et chaussées de poursuivre, au titre de l'année 2002, l'analyse qui a été menée pour l'année 2001 des dossiers financés au titre de la surcharge foncière (article 20 du chapitre 65-48) en région Ile-de-France.

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint le rapport définitif établi par M. Jean CAMUS et M. Jean-Paul GARCIA, ingénieurs généraux des ponts et chaussées.

Ce rapport me paraît communicable aux termes de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 modifiée et diffusable sur le site internet du ministère, sauf objection de votre part, d'ici deux mois.



Claude MARTINAND

### Diffusion du rapport n° 2001-0238-02

- le directeur général de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction	2 ex
- le ministre de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer	2 ex
- le chef du service du développement urbain et de l'habitat (DGUHC/DUH)	1 ex
- le sous-directeur du financement et du budget (DGUHC/FB)	1 ex
- le préfet, directeur régional de l'équipement d'Ile-de-France	1 ex
- la directrice de la division de l'habitat (DREIF/DH)	1 ex
- le coordonnateur de la MIGT n° 2	1 ex
- la présidente de la 2ème section du CGPC	1 ex
- le secrétaire de la 2ème section du CGPC	1 ex
- MM. CAMUS, GARCIA	2 ex
- archives du CGPC	1 ex

## UTILISATION DU 65.48-20 EN 2002

### Fiche de synthèse au 20 juin 2003

#### A. CONSTAT

Par rapport à l'année 2001, l'année 2002 est marquée, s'agissant des PLUS et des PLAI, par :

1. une baisse de 12 % de la production (10 200 logements contre 11 600) :
  - . 2 400 logements neufs de moins (5 700 contre 8 100, soit - 30 %) ;
  - . 1 000 logements anciens de plus (4 500 contre 3 500, soit + 28 %) ;
  - . la proportion neuf/ancien passe ainsi de 70/30 à 56/44 ;
2. le coût moyen au logement augmente de 3,5 % (+ 3,9 % dans le neuf et + 0,3 % dans l'ancien) ;
3. la subvention de l'Etat baisse de 37,5 M€ soit - 20 % en volume (-9 % pour l'article 10 et -30 % pour l'article 20). Quand on la rapporte au logement, elle baisse globalement de 9 % (avec + 4 % pour l'article 10 et -20 % pour l'article 20). Par ailleurs, **la baisse de l'article 20 résulte pour l'essentiel de celle de la SSI (-49 %)**, et non de celle de la surcharge foncière, qui est seulement de -3 % ;
4. l'apport de la Région baisse de 39 % en volume et de 30 % par logement, mais ces chiffres masquent une réalité peut-être différente ;
5. l'apport des départements et des villes ne progresse que faiblement (respectivement de +2 % et +10 % pour l'apport moyen au logement) ;
6. le prêt CDC augmente de 5 % par logement, tandis que le prêt employeur chute de 17 %, évolution préoccupante.

S'agissant des PLS, ils n'ont reçu que 8,4 M€ en 2002 contre 15 M€ en 2001 (chute de 44 %), pour une production comparable (2 800 logements environ).

Ces chiffres régionaux masquent des disparités régionales assez fortes.

Deux caractéristiques déjà relevées l'année dernière n'ont pas disparu, voire se sont aggravées :

1. la disparité des règles de financement de l'ancien et du neuf, favorables au premier, explique pour partie le dérapage constaté en faveur de l'ancien,
2. l'inégalité, au profit des communes, du partage des droits de réservation pèse de plus en plus lourdement sur les réservations 1 % employeur.

#### B. PRECONISATIONS MAJEURES

1. donner aux opérationnels des orientations sur le ratio quantitatif souhaitable entre neuf et ancien,
2. mettre en place un dispositif de suivi de l'ensemble des réservations, et non pas seulement de celles qui reviennent à l'Etat,
3. faire un bilan des opérations en milieu occupé, de façon à préciser la doctrine en la matière.

**MISSION D'ANALYSE DES DOSSIERS FINANCES AU TITRE DE LA SURCHARGE  
FONCIERE EN REGION ILE-DE-FRANCE EN 2002**

**RAPPORT DEFINITIF**

<b><u>SOMMAIRE</u></b>	page
<b>Note de Synthèse</b>	<b>2</b>
<b>Préambule</b>	<b>3</b>
<b>A. Le constat</b>	<b>4</b>
<b>1. L'appréciation globale au niveau régional</b>	
<b>1.1 PLUS et PLAI</b>	<b>4</b>
<b>1.2 Les PLS</b>	<b>11</b>
<b>2. L'évolution comparée des sous-ensembles régionaux</b>	
<b>2.1 PLUS et PLAI</b>	<b>12</b>
<b>2.2 Les PLS</b>	<b>16</b>
<b>B. Conclusions</b>	<b>17</b>
<b>C. Rappel des préconisations</b>	<b>19</b>
<b>Liste des annexes</b>	<b>20</b>
<b>Lettre de Mission</b>	<b>21</b>

## SYNTHESE

### A. CONSTAT

Par rapport à l'année 2001, l'année 2002 est marquée, s'agissant des PLUS et des PLAI , par :

1. une baisse de 12 % de la production (10 200 logements contre 11 600) :
  - . 2 400 logements neufs de moins (5 700 contre 8 100, soit - 30 %) ;
  - . 1 000 logements anciens de plus (4 500 contre 3 500, soit + 28 %) ;
  - . la proportion neuf/ancien passe ainsi de 70/30 à 56/44 ;
2. le coût moyen au logement augmente de 3,5 % (+ 3,9 % dans le neuf et + 0,3 % dans l'ancien) ;
3. la subvention de l'Etat baisse de 37,5 M€ soit - 20 % en volume (-9 % pour l'article 10 et -30 % pour l'article 20). Quand on la rapporte au logement, elle baisse globalement de 9 % (avec + 4 % pour l'article 10 et -20 % pour l'article 20). Par ailleurs, **la baisse de l'article 20 résulte pour l'essentiel de celle de la SSI (-49 %)**, et non de celle de la surcharge foncière, qui est seulement de -3 % ;
4. l'apport de la Région baisse de 39 % en volume et de 30 % par logement , mais ces chiffres masquent une réalité peut-être différente;
5. l'apport des départements et des villes ne progresse que faiblement (respectivement de +2 % et +10 % pour l'apport moyen au logement) ;
6. le prêt CDC augmente de 5 % par logement, tandis que le prêt employeur chute de 17 %, évolution préoccupante.

S'agissant des PLS, ils n'ont reçu que 8,4 M€ en 2002 contre 15 M€ en 2001 (chute de 44 %), pour une production comparable (2 800 logements environ).

Ces chiffres régionaux masquent des disparités régionales assez fortes.

Deux caractéristiques déjà relevées l'année dernière n'ont pas disparu, voire se sont aggravées :

1. la disparité des règles de financement de l'ancien et du neuf, favorables au premier, explique pour partie le dérapage constaté en faveur de l'ancien,
2. l'inégalité, au profit des communes, du partage des droits de réservation pèse de plus en plus lourdement sur les réservations 1 % employeur.

### B. PRECONISATIONS MAJEURES

1. donner aux opérationnels des orientations sur le ratio quantitatif souhaitable entre neuf et ancien,
2. mettre en place un dispositif de suivi de l'ensemble des réservations, et non pas seulement de celles qui reviennent à l'Etat,
3. faire un bilan des opérations en milieu occupé, de façon à préciser la doctrine en la matière.

## **PREAMBULE**

Par note 03/009 en date du 19 février 2003, le directeur général de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction a demandé au conseil général des ponts et chaussées de poursuivre, au titre de l'année 2002, l'analyse qui avait été menée pour l'année 2001 sur les dossiers financés en région Ile-de-France sur l'article 20 du chapitre 65-48. Cette mission nous a été confiée par note en date du 10 mars 2003 de monsieur le secrétaire général du CGPC.

Nous avons rencontré le directeur régional de l'équipement de l'Ile-de-France, dont les services ont pu nous donner une base de données relative à l'ensemble des opérations PLUS, PLAI et PLS financées dans la région au cours de l'année 2002. Cette base de données comportant un certain nombre d'incohérences, nous nous sommes rapprochés de chacun des départements pour la compléter et la corriger.

Nous avons procédé au traitement des données selon la même méthode que celle utilisée en 2001, de manière à pouvoir procéder aux comparaisons utiles. Dès lors que nous n'avions pas de données relatives aux PLS pour l'année 2001, nous avons, pour 2002, distingué entre les PLS et les autres opérations (PLUS et PLAI). La comparaison d'une année sur l'autre porte donc sur les seules opérations PLUS et PLAI, les opérations PLS faisant l'objet d'un commentaire pour 2002. Ce travail a fait l'objet d'une note d'étape.

Nous avons ensuite rencontré un certain nombre de partenaires de façon à enrichir la première analyse ainsi effectuée par des éléments d'appréciation plus qualitatifs sur la réalité des difficultés auxquelles les opérateurs et les services sont confrontés. Un certain nombre de corrections, minimales au demeurant, ont par ailleurs été apportées par les services aux tableaux relatifs aux opérations financées. Le présent rapport tient compte de ces contacts complémentaires et présente en annexe les tableaux détaillés par département ainsi que les tableaux de synthèse.

## **A. LE CONSTAT**

### **1. L'appréciation globale au niveau régional**

#### **1.1 PLUS et PLAI**

A. a. Le **nombre de logements** réalisés hors PLS<sup>1</sup> s'élève à **10 186** contre 11 627 en 2001, soit **1 441 logements de moins**, ce qui représente une **baisse de plus de 12 %**. Ce chiffre global, qui n'est évidemment pas satisfaisant, s'accompagne d'une évolution encore plus préoccupante : la **forte chute dans le neuf**, qui passe de 8 123 à 5 695 logements, soit **2 428 logements neufs de moins**, -une **baisse de 30 %**-, tandis que l'ancien, passant de 3 504 logements à 4 491, enregistre, pour sa part, une majoration de 28 % (près de 1 000 logements en plus).

B.

C. La **proportion neuf-ancien** passe de 70 / 30 à **56 / 44**.

Les données brutes enregistrées par les DDE font apparaître que les 4 491 logements anciens sont formés de 1 792 acquisitions sans travaux (AST), soit un pourcentage de 40 % environ, et de 2 699 acquisitions améliorations (AA), soit un pourcentage de 60 %. **L'AST semble s'imposer dans le dispositif**, avec près de **18 % du total** des logements financés, pour sa deuxième année d'existence. Mais il convient de tempérer un peu une cette affirmation, dans la mesure où nos entretiens nous ont amenés à constater des différences d'interprétation dans la définition des AST et des AA qui a été retenue par les diverses DDE<sup>2</sup>. Cela dit, il n'y a pas non plus incohérence complète<sup>3</sup> : les chiffres indiqués ne sont donc pas parfaitement exacts, mais ne s'éloignent pas sensiblement de la réalité.

**Première préconisation : Il convient impérativement de choisir pour l'avenir une définition des opérations AA ou AST qui s'applique à l'ensemble des DDE<sup>4</sup>.**

L'ensemble de la production 2002 de la région représente, en termes d'investissement, un peu plus **de un milliard d'euros** (1 058 M€), chiffre qui est tout de même **de 9,4 % inférieur à celui de 2001** (1 167 M€), soit près de **110 M€ en moins**.

---

<sup>1</sup> Les PLS sont traités ci-après en 1.2, page 5

<sup>2</sup> Pour certaines DDE, l'AST s'assimile à l'acquisition en milieu occupé, qu'il y ait des travaux ou non. Pour d'autres, c'est le premier euro de travaux qui déclenche le classement en AA. Pour d'autres enfin, sont déclarées AST les opérations qui n'étaient pas possibles jusqu'au décret de 2001.

<sup>3</sup> Entre acquisition en milieu occupé et AST au sens du décret de 2001 par exemple

<sup>4</sup> C'est la distinction entre acquisition d'immeuble vide ou d'immeuble occupé qui semblerait en l'espèce la plus significative, sachant qu'elle suppose la définition supplémentaire d'un taux d'occupation à partir duquel on passe d'une catégorie à l'autre.



b. Le **coût moyen au logement augmente de 3,5 %**, passant de 100 400 € à **103 900 €**. Cette augmentation est la résultante, en moyenne régionale, d'une hausse de +3,9 % du coût du logement neuf et d'une quasi-stagnation (+0,3 %) de celui du logement ancien, dont l'effet est renforcé en pondération du fait de l'augmentation relative en volume de l'ancien par rapport au neuf. Notons dès à présent que ces moyennes régionales recouvrent des disparités locales très importantes, comme on le verra plus loin.

On notera que le coût moyen du logement ancien, à savoir 106 600 € en 2002, est la moyenne pondérée de celui du logement AA : 82 600 € et de celui de l'AST : 142 700 €. Nous ne disposons pas actuellement des données correspondantes pour 2001, ce qui nous interdit des comparaisons AA et AST entre exercices. Par ailleurs, comme on l'a dit ci-dessus, ces chiffres sont à manier avec prudence, compte tenu des définitions différentes adoptées dans les DDE. **Néanmoins, le coût moyen des opérations AST ne manque pas d'interpeller**, même s'il est pour l'essentiel lié au coût important des opérations en milieu occupé de Paris intra muros, comme on le verra ci-après.

c. La baisse de 12,4 % du nombre de logements s'est accompagnée d'une baisse encore plus importante du **volume des subventions de l'Etat : - 20 %**.

L'évolution par emploi a été la suivante :

	2001	2002	2002 / 2001	
			en M€	en %
. Surch. foncière 15,1 %	62,2 M€	52,8 M€	9,4 M€	-
. SSI 55,0 %	36,3 M€	16,3 M€	20,0 M€	-
<b>. Article 20</b>	<b>98,5 M€</b>	<b>69,1 M€</b>	<b>29,4 M€</b>	<b>- 29,9 %</b>
<b>. Article 10</b>	<b>88,7 M€</b>	<b>80,5 M€</b>	<b>8,2 M€</b>	<b>- 9,2 %</b>
<b>. Total</b>	<b>187,2 M€</b>	<b>149,7 M€</b>	<b>37,5 M€</b>	<b>- 20,0 %</b>

On voit que **la SSI est à la source de plus de 50 % des « économies »**, avec une baisse de 20 M€ sur un total de 37,5 M€

Compte tenu de la baisse de la production, cette analyse par enveloppe mérite d'être complétée par une analyse en coût au logement moyen :

	2001	2002	2002 / 2001	
			en €	en %
. Surcharge foncière	5 350 €	5 180 €	- 170 €	- 3,1 %
. SSI	3 120 €	1 600 €	- 1 520 €	- 48,7 %

. Article 20	8 470 €	6 780 €	- 1 690 € - 20,0 %
. Article 10	7 630 €	7 910 €	+ 280 € + 3,7 %
. Total par logement	16 100 €	14 690 €	- 1 410 € - 8,8 %

On constate que les recommandations faites au début de 2002 aux services instructeurs, associées à une certaine contrainte budgétaire, ont été partiellement suivies d'effet, notamment pour ce qui concerne l'article 20. Mais on doit remarquer que les 20 % de baisse de l'article 20 sont le résultat d'**une réduction de moitié (- 48,7 %) de la SSI et d'une quasi-stabilité (- 3,1 %) de la surcharge foncière**. Nos investigations nous ont permis de constater que la baisse de la SSI était, pour plus des deux-tiers, la traduction dans les chiffres de la suppression de l'apport de SSI dans le financement des PLUS (qui compensait antérieurement le pourcentage de logements réservés à des locataires à très bas revenu).

Ces investigations ont également fait apparaître qu'un certain nombre d'opérations en ZAC continuaient à bénéficier de surcharge foncière (entre 1 sur 2 et 1 sur 3 selon les départements), mais nous n'avons pas les éléments chiffrés nous permettant de faire une comparaison par rapport à l'année dernière.

Cela dit, **le total des subventions de l'Etat**, qui représentait 16 % du total des financements, est ramené en 2002 à 14 % environ, soit une **diminution de 12 %<sup>5</sup>**.

Les 149,7 M€ de l'aide directe de l'Etat vont, par ailleurs, en 2002, à l'ancien à hauteur de 91,0 M€ (pour 4 491 logements) et au neuf à hauteur de 58,6 M€ (pour 5 695 logements). **L'aide de l'Etat (hors effet baisse de la TVA) est donc une fois et demi plus importante en volume pour l'ancien, et près de deux fois plus importante quand on la ramène au logement : 20 300 € contre 10 300 €** (mais auxquels il convient d'ajouter en toute rigueur **12 200 € d'effet TVA**). Ce paradoxe apparent s'aggrave en ce qui concerne l'AST, qui reçoit une subvention de l'Etat de **26 700 € par logement**, soit **deux fois et demi plus que n'en reçoit un logement neuf, hors effet TVA**.

**Ainsi l'aide de l'Etat (hors effet TVA), et ses règles d'attribution (qui sont objectivement plus favorables à l'ancien), ont conduit en 2002 à privilégier une politique de mixité sociale par rapport à la production d'un parc de logements neufs supplémentaire.**

Dès lors que :

1. la réalisation d'un logement neuf augmente le parc d'une unité, ce qui n'est pas le cas de l'acquisition d'un logement ancien,

---

<sup>5</sup> Même remarque que précédemment en ce qui concerne les diversités sub-régionales.

2. la construction d'un logement est génératrice d'un volume de travaux, donc d'emploi, bien supérieur à l'acquisition d'un logement ancien, et notamment d'un AST,
3. un logement neuf est moins consommateur de crédits budgétaires de l'Etat,
4. un logement neuf est immédiatement utilisable dans son objet social, alors qu'un immeuble occupé n'est que progressivement récupéré à cet effet,

**Deuxième préconisation : il semble souhaitable qu'une réflexion s'instaure sur les caractéristiques de la tendance actuelle, marquée par un accroissement relatif de l'acquisition de logements anciens par rapport à la construction de logements neufs, et qu'une orientation, qui ne peut être que de caractère politique, soit prise pour l'avenir.**

**Troisième préconisation : il conviendra de mettre en place un dispositif de suivi de l'évolution réelle du peuplement des immeubles acquis « occupés », par les populations auxquelles ils sont destinés (taux de rotation et politique d'attribution).**

d. Les principales **autres subventions** évoluent de la façon suivante:

	2001	2002	2002 / 2001	
			en M€	en %
. Région	57,9 M€	35,5 M€	-22,4 M€	- 38,7 %
. Départements	25,6 M€	23,0 M€	- 2,6 M€	- 10,2 %
. Villes	75,3 M€	72,9 M€	- 2,4 Me	- 3,2 %
. 1 % privilégié	41,5 M€	34,0 M€	- 7,5 M€	- 18,1 %

et, par logement moyen :

. Région	4 980 €	3 480 €	- 1 500 €	- 30,1 %
. Départements	2 200 €	2 260 €	+ 60 €	+ 2,7 %
. Villes	6 480 €	7 160 €	+ 680 €	+ 10,5 %
. 1 % privilégié	3 570 €	3 340 €	- 230 €	- 6,4 %

On notera le **désengagement apparent très important de la Région**, tant en enveloppe financière totale (-22 M€, soit près de 40 % en moins) qu'en allocation moyenne par logement ( - 1 500 €, soit - 30 %). **Son poids relatif** est ainsi ramené de 5,0 % à 3,4 % du total des financements (- 32 %). A première vue, il s'agirait là d'une **évolution extrêmement défavorable**.

Mais il faut savoir que les aides de la Région prennent plusieurs formes :

1. Pour les **PLAI**, la Région apporte une subvention moyenne de 10 000 € par logement PLAI pour toute opération mixte (PLUS + PLAI) engagée par un organisme social. Cette subvention peut même atteindre 20 000 € pour des produits spécifiques (résidences sociales, par exemple) ou pour des opérateurs associatifs.

Selon la Région, les règles d'attribution et notamment les montants de subvention n'ont pas changé au cours des 3 dernières années.

1. S'agissant des **PLUS**, 3 modalités d'intervention existent :

. a. des subventions, égales à 5 % du montant des travaux (+honoraires) sont accordées au coup par coup pour les opérations montées dans les communes ayant moins de 20 % de logements sociaux (communes SRU). Ce type de subvention ne concerne donc qu'à la marge les opérations AST, qui, par définition, ont très peu de travaux, et dont on a vu par ailleurs qu'elles étaient en forte progression ;

. b. des subventions égales à 10 % du montant des travaux (+honoraires) sont par ailleurs accordées aux opérations construction / démolition (PLUS / CD) ; leur nombre est marginal ;

. c. l'aide à l'accroissement du parc social comporte elle-même 2 formes :

- des conventions d'objectif obligatoires pour les organismes de plus de 10 000 logements, conventions triennales qui estiment le montant de la subvention sur la base des programmes que l'organisme se propose de réaliser dans les 3 années suivantes, moyennant une franchise de 1 % du parc par an (soit 3 % pour la durée de la convention). La subvention varie de 1 525 à 4 574 € selon le pourcentage de parc social constaté dans la commune d'implantation et elle est versée à raison de 50 % au moment de la signature de la convention, de 30 % une année plus tard, le solde étant régularisé en fonction des résultats effectifs;

- pour les organismes de moins de 10 000 logements, des conventions facultatives ou des subventions au cas par cas, en tenant compte également d'une franchise annuelle de 1 % du parc existant. La subvention est de 5 % du montant des travaux (+ honoraires).

-

Il convient de noter que les rapprochements sont difficiles, dans la mesure où certaines opérations qui ont fait l'objet de conventions en 2000 sont répertoriées dans la base données DDE comme subventionnées par la Région en 2001, où également des opérations financées en financement principal Etat en 2001 ont fait l'objet d'une subvention Région en 2 002 et où enfin, le versement en 3 parties, sur 3 ou 4 années, de la subvention liée aux conventions d'accroissement du parc ne permet aucune corrélation entre les chiffres indiqués par la comptabilité Région et les tableaux issus des DDE.

Selon la **comptabilité régionale**, les subventions de la Région se sont montées respectivement à **41,1 M€ en 2 000, 39,4 M€ en 2 001 et 35,4 M€ en 2 002**, ce qui fait apparaître une baisse modérée. Par ailleurs, les versements correspondant

aux conventions d'accroissement du parc s'élèvent respectivement à 13,9, 13,5 et 9,2 M€

Trois raisons au moins peuvent expliquer la chute « optique » de 22 M€ des subventions régionales dans les statistiques DDE :

1. le démarrage du régime des conventions a pu entraîner une comptabilisation en 2 001 de subventions (liées aux conventions) versées en 2000, avec un effet moindre sur 2 002 du fait qu'une certaine vitesse de croisière y était atteinte ;
2. s'agissant des contractualisations sur l'augmentation du parc des organismes constructeurs, la subvention correspondante a pu ne pas être nécessairement affectée au financement d'opérations identifiées, mais a pu être comptabilisée par lesdits organismes comme apport de fonds propres. On constate au demeurant une augmentation des fonds propres dans le montage des opérations (voir plus loin en pages 10 et 11) ;
3. enfin, la montée des AST, qui ne sont financés que marginalement seulement par la Région, et l'évolution des PLAI (et notamment la quasi disparition des PLAI subventionnés à 20 000 €/par logement) peuvent également expliquer une partie de la chute constatée.

Il apparaît que cette diminution, très importante optiquement, de la participation régionale entre 2 001 et 2 002 ne correspond ni à un changement de la politique de la Région et de ses règles de financement, ni à une volonté de limiter les moyens financiers consacrés au logement social, comme le fait apparaître d'ailleurs la comptabilité régionale.

S'agissant des **villes**, **l'évolution va dans le bon sens**, avec + 11% par logement ; l'apport financier correspondant représente aujourd'hui **7 200 €** environ par logement. Le poids des villes passe ainsi de 6,5 à 6,9 % du total des financements. Il existe encore selon nous sur ce poste des marges de progrès, mais il convient de mentionner que plusieurs DDE considèrent que les villes qui les concernent ont atteint leur maximum d'effort. Signalons par ailleurs que, pour les villes concernées par l'article 55 de la loi SRU, nombre d'entre elles entendent limiter leur apport financier au montant de la pénalité annuelle qu'elles encourraient en cas de non-réalisation de l'objectif qui leur est assigné, ce qui a donc, paradoxalement, un effet limitatif.

L'évolution négative de l'apport du **1 % privilégié**, (globalement et par logement) - dont on avait pourtant noté, dans le rapport de l'année dernière, le rôle déterminant qu'il joue dans le montage des opérations-, est préoccupante. Son **poids relatif** passe de 3,6 à 3,2 %, soit un recul de 10 %. Pour l'expliquer, de nombreuses DDE considèrent que leur allocation de 1 % privilégié a été insuffisante, et que, d'ailleurs,

d'une manière générale, la Région Ile-de-France serait insuffisamment dotée, au profit de la province, où les besoins apparaîtraient pourtant moindres.

**Quatrième préconisation : il conviendra de vérifier si la répartition du 1 % privilégié entre Ile-de-France et province, d'une part, entre les départements de l'Ile-de-France, d'autre part, est fondée sur des critères pertinents et réfléchir au système d'allocation le plus efficace.**

Le **total des subventions régionale, départementale et communale** passe ainsi en volume de 158,8 M€ à 131,4 M€ (-27,4 M€, soit -17 %). **Par logement**, elle chute de 13 660 € à 12 900 € (- 760€, soit - 6 %). Son poids relatif chute de 13,7% à 12,5 %, ce qui n'est pas satisfaisant. Mais on notera que le responsable en est principalement la Région, et on apportera donc à cette remarque les bémols mentionnés ci-dessus sur l'aspect optique de la baisse de l'apport régional.

d. Les **principaux prêts** évoluent, quant à eux, de la façon suivante :

	2001	2002	2002 / 2001
			en M€      en %
en volume :			
. prêts CDC	606,9 M€	556,7 M€	- 50,2 M€ - <b>8,3 %</b>
. 1 % normal	97,4 M€	70,4 M€	- 27,0 M€ - <b>27,7 %</b>
et au logement :			
. prêts CDC	52 200 €	54 700 €	+ 2 500 € + <b>4,8 %</b>
. 1 % normal	8 400 €	6 900 €	- 1 500 € - <b>17,9 %</b>

Les poids relatifs de ces deux types de prêts passent de 52,0 % à 52,6 % du total des financements, pour le prêt CDC, et de 8,3 % à 6,7 % (-19,3 %), **pour le prêt 1 %**. Cette **évolution, très défavorable**, pèse forcément sur les loyers : au logement, le montant du prêt CDC s'accroît de 2 500 € ce qui représente une augmentation de l'ordre de 10 € par mois ; elle semble, par ailleurs démontrer, s'agissant du 1 %, que **la politique de réservation n'est toujours pas contrôlée**. Dans plusieurs départements, et notamment dans le 75, outre le contingent de 20 % des réservations lié à la contrepartie de la garantie accordée par la ville au prêt CDC, nombre de villes exigent un pourcentage important de réservations en contrepartie de leurs propres prêts (75) et subventions, ce qui écarte les organismes de 1 % effectuant des réservations pour les employeurs. Les DDE ont peu d'informations sur le sujet et, mis à part le contingent Etat, elles ont le plus grand mal à faire le point sur les réservations, alors que, comme nous l'avions déjà mis en exergue l'année dernière, il s'agit là d'un **problème essentiel**, dont nous ne sous-estimons pas le

caractère « politiquement » sensible, mais dont les répercussions sur le bilan des opérations sont loin d'être négligeables<sup>6</sup>.

**Cinquième préconisation : Il conviendrait donc de créer un dispositif réglementaire permettant aux DDE , dans le cadre de l'instruction de ces dossiers, de faire un bilan précis de l'ensemble des réservations, et pas seulement de celles qui reviennent à l'Etat.**

f. Les **fonds propres** passent de 38,9 M€ à 59,7 M€ soit une augmentation de 20,8 M€ ou encore +53,5 % en volume, et de **3 400 € à 5 900 € par logement**, soit une **augmentation de 2500 € par logement (+ 74 %.)** Leur poids relatif passe de 3,3 % à 5,6 % (+ 70 %). Cette évolution va dans le sens qui était préconisé par notre rapport de l'année dernière.

Mais:

1. cette augmentation des fonds propres peut correspondre à une augmentation des subventions « globales » de la Région à l'organisme (cf. supra)
2. les services instructeurs indiquent que cette rubrique « fonds propres » sert en fait de marge d'ajustement provisoire au bilan d'opération, tel qu'il est arrêté au moment de la décision de financement présentée au contrôle financier.

**Sixième préconisation : il serait donc intéressant de procéder, sur des bilans d'opérations constatés après achèvement, à une analyse de même nature que celle que nous avons effectuée sur les bilans ex ante.**

Notons enfin que le **poids** relatif des fonds propres, au **niveau régional**, est assez **homogène**, avec 6,0 % du total des financements d'un logement en AA, 5,0 % en AST et 5,8 % en neuf. Sachant que des disparités importantes apparaissent par contre souvent au niveau départemental.

## **1.2 Les PLS**

a. Rappelons que les PLS font l'objet d'agrément, ce qui leur ouvre droit à des prêts spécifiques et, dans certaines conditions, à une subvention pour surcharge foncière, imputée sur l'article 20.

b. Avec **2 825 logements**, le **nombre** de PLS de l'année 2002 est **comparable à celui de 2001** (2 763). Les PLS ont par ailleurs représenté cette année **22 % du**

---

<sup>6</sup> Comme notre rapport 2001 l'avait établi, le nombre des réservations revenant à la commune est généralement hors de proportion avec le montant de leur apport. Nous estimions qu'une réservation de l'un des partenaires obligeant à transformer un prêt 1 % en prêt CDC devrait correspondre à une subvention de 25 k€ environ.

**nombre total des logements locatifs aidés** (13 011), mais 35 % environ des AST (964 sur 2 756), 20 % des logements neufs (1 404 sur 7 099) et 14 % seulement des AA réalisés dans la région (457 sur 3 156)<sup>7</sup>,

Ces PLS représentent un coût total de 376 M € soit **26 % de la valeur de l'ensemble des logements locatifs aidés de 2002 (1 434 M€)**.

Ces 2 825 PLS se répartissent en 1 404 logements neufs (50 %), 964 AST (34 %) et 457 AA (16 %) et répartition assez voisine neuf / ancien) de celle des PLUS et PLAI, à ceci près que **l'AST a, dans les PLS, près de deux fois plus de poids relatif que dans les PLUS/PLAI<sup>8</sup>**, qui se répartissent en 56 % de neufs, 26 % d'AA et 18 % d'AST.

c. Le **coût moyen du logement PLS** en 2002, de **133 000 €**, est de **28 % supérieur** à celui des PLUS/PLAI (103 900 €). Pour le neuf, avec 142 400 € il est de 40 % supérieur ; pour l'AA, avec 94 300 € ce n'est que 14 % de plus ; et pour l'AST, avec 137 500 € il est de 4 % moins cher.

d. Ces PLS ont nécessité une subvention en article 20 (surcharge foncière uniquement) de **8,4 M€**- à comparer aux 15 M € environ de l'année 2001. **L'évolution est donc plutôt favorable.**

On peut également comparer ce chiffre de 8,4 M€ aux 52,8 M€ de surcharge foncière article 20 pour les PLUS/PLAI, ou encore les mêmes chiffres rapportés au logement, qui sont respectivement de **3 000 €** et de **5 200 €**

Ces 8,4 M€ représentent **13,7 % du total de la surcharge foncière article 20** (et 5 % du montant total des subventions directes totales de l'Etat, à savoir 158,1 M€) **pour 22 % de logements financés**. Mais ces chiffres sont à manier avec beaucoup de prudence<sup>9</sup>.

## **2. L'évolution comparée des sous-ensembles régionaux**

### **2.1 PLUS et PLAI**

a. Pour ce qui est du **nombre de logements**, la plupart des départements affichent des scores assez décevants : c'est notamment le cas du Val d'Oise (95), avec - 27 %, de la Seine Saint-Denis (93) avec - 26 %, de la Seine et Marne (77), avec - 25 %, et des Hauts-de-Seine (92), avec -22 %. Viennent ensuite les Yvelines

---

<sup>7</sup> et 58 % des AA réalisés à Paris (916 PLS pour 666 PLUS / PLAI, soit un total de 1582 AA)

<sup>8</sup> Ces données sont assez sensiblement différentes de celles indiquées dans le note d'étape, en raison d'une correction importante apportée par la DULE 75 sur la qualification des PLS réalisés à Paris.

<sup>9</sup> Toutes les opérations PLS ne faisant pas l'objet d'un financement article 20, les moyennes par logement sont en effet assez peu représentatives du coût réel au logement de celles des opérations qui ont été financées. Pour les PLUS-PLAI, en revanche, le nombre d'opérations non financées en article 20 est extrêmement faible.

(78) avec - 14 % <sup>10</sup> et l'Essonne (91) avec - 8 %. Seuls deux départements réalisent plus de logements en 2002 qu'en 2001 : **Paris (75)** avec un peu plus de + 1 % et le **Val-de-Marne (94)** avec + 12 %.

S'agissant du **neuf**, qui **recule de 12 %** en nombre de logements sur l'ensemble de la Région, tous les départements sont en négatif. La décroissance la plus importante est dans le 95 (réduction de moitié), suivie du 77 (- 43%), du 93 (- 41 %) et de Paris (- 38 %).

S'agissant de l'**ancien**, la progression régionale de +28 % est fortement modulée selon les départements : elle est négative dans le 92 (- 37 %) et le 91 (- 18 %); mais, dans les autres départements, elle va de +12 % à Paris à +221 % dans le 95 (et + 217 % dans le 77).

Le **92 et le 91** se caractérisent donc par une **baisse** qui se manifeste **à la fois dans le neuf** (respectivement - 17 % et - 5 %, baisse au demeurant la plus faible de la Région) **et dans l'ancien** (- 37 % et - 18 %).

Notons que **les AST<sup>11</sup>** auront été réalisés, en 2002, pour l'essentiel **à Paris** : 1 597 sur 1 792 pour la Région, soit près de **90 %**. Le reste a été réalisé dans le 92, pour 106 logements, le 94, pour 63 logements, le 93 pour 23 logements, la grande couronne n'en comptant que 3.

**Paris aura réalisé en 2002 trois fois plus de logements en AST<sup>12</sup> (1 597) qu'en AA (537) et cinq fois plus qu'en neuf (304).**

b. La progression de +3 % du coût moyen du logement recouvre également de fortes disparités : **dans le 94, ce coût baisse de -22 %** (mais avec 6% de logements neufs en moins...et 69 % de logements anciens, moins coûteux, en plus). A contrario, **dans le 91 et le 78, la hausse est impressionnante, avec respectivement + 22 % et + 19 %.**

Dans les deux cas, cette hausse est tirée par la croissance du **coût du logement moyen ancien** : **+ 80 % dans le 78 et + 65 % dans le 91**. On y atteint de ce fait des niveaux de coût de logement moyen ancien : 95 500 € dans l'Essonne et 91 100 € dans les Yvelines, qui sont supérieurs à celui de la petite couronne : 63 600 € Il semble que la raison essentielle en réside dans le choix d'intervenir dans des communes SRU, au foncier onéreux. On verra ci-après que de telles hausses n'ont pas manqué d'avoir pour ces opérations des répercussions non négligeables sur la structure de leur financement.

---

<sup>10</sup> Notons néanmoins que, si on additionne PLAI, PLUS et PLS, les Yvelines ont réalisé, en 2002, 1 190 logements sociaux contre 1 151 l'année précédente.

<sup>11</sup> Avec les réserves indiquées ci-avant qui tiennent aux définitions différentes adoptées par les DDE.

<sup>12</sup> Entendues comme des acquisitions en milieu occupé

Dans ces deux mêmes départements ( 91 et 78), la hausse dans le neuf est au demeurant également importante (+14 % et +13 %), ce qui fait que **le coût du logement moyen de la grande couronne (90 600 €) devient très proche de celui de la petite couronne (92 600 €), soit -2 % d'écart.**

A **Paris**, le coût du logement moyen, qui est déjà le plus élevé de la Région (**142 600 €** contre 103 900 en moyenne régionale), est en hausse de +7 %, soit **2 fois la hausse moyenne régionale**. On y constate également une assez bonne homogénéité du prix au logement, quelle qu'en soit la nature : 129 000 € pour le neuf, 140 600 pour l'AA et 145 900 pour l'AST. La hausse de l'ancien (+15%), conjuguée à une baisse du neuf (-21 %), en est la cause.

Dans le **Val-de-Marne** (94), la baisse de 22 % du coût du logement moyen résulte d'une baisse significative dans le neuf (-20 %) et non négligeable (-8 %) dans l'ancien, qui vaut 61 400 € soit un tiers en moins que dans l'Essonne et les Yvelines. Baisse d'autant plus remarquable qu'elle s'accompagne d'une hausse du nombre de logements financés (+12 %, avec -6 % de logements neufs, -mais -30 % pour la région-, et +69 % de logements anciens).

c. L'analyse du poste **subvention totale de l'Etat par logement** montre que deux départements affichent une très forte diminution : - **39 % pour le Val-de-Marne et - 27 % pour les Hauts-de-Seine**. A Paris, la baisse est également conséquente (- 15 %). Trois départements : la Seine-et-Marne, avec - 8 %, le Val d'Oise, avec - 4 %, et la Seine Saint-Denis, avec - 2 %, vont encore dans le sens de l'objectif de réduction de la part de l'Etat par logement financé. En revanche, accompagnant la hausse du coût unitaire du logement signalée ci-dessus, **la subvention fait l'objet d'une forte majoration dans les Yvelines (+ 55 %) et dans l'Essonne (+ 35 %).**

S'agissant de ces deux derniers départements, la hausse est constatée aussi bien sur l'article 10 que sur l'article 20. La subvention principale (art.10) au logement moyen passe ainsi dans les **Yvelines** de 6 200 à 9 300 € ce qui la situe au deuxième rang régional, tout près du chiffre de Paris (environ 10 000 €). La subvention totale de l'Etat par logement (14 300 €) y est également la seconde plus forte, après Paris (26 600 €), mais devant chacun des départements de la petite couronne (11 100 € en moyenne, 13 100 € pour les Hauts-de-Seine). Pour ce qui est de **l'Essonne**, la hausse est forte, mais on part de valeurs assez basses en 2001. La subvention totale de l'Etat en 2001, de 8 000 € y était la plus faible de la Région. En 2002, avec 10 800 € on y est à la moyenne de la grande couronne (10 800 € également), mais au-dessous de la petite couronne (11 100 €). Mais pour ce qui est de l'article 10, avec 8 700 € l'Essonne se retrouve au troisième rang, derrière Paris et les Yvelines, mais loin devant la moyenne de la petite couronne (6 700 €).

L'analyse est voisine pour ce qui est **du poids relatif de l'Etat** dans le financement de ces opérations. Le 92, le 94 et Paris réduisent respectivement leur poids relatif de

-30 %, de -22 % et de -20 %. Le 95, le 77 et le 93 varient peu. Par contre, le **91 et le 78** l'augmentent de + **11 % et de + 30 %**.

Ce poids est en 2002 de 19 % pour les opérations parisiennes, de 17 % dans la Seine Saint-Denis, de 14 % dans les Yvelines et entre 10 et 12 % pour tous les autres départements.

d. Les principales **autres subventions** ont connu, selon la source, des évolutions très contrastées.

En ce qui concerne **l'aide régionale**, sa diminution au logement, de -30 % en moyenne pour la région, est assez contrastée : elle est supérieure à 40 % à Paris et dans le 92, entre 30 et 35 % dans le 95, entre 25 et 30 % dans le 94, le 77 et le 78, de 15 % dans le 91 et de 9 % dans le 93.

La diminution moyenne au niveau régional, de -30 %, est la résultante d'une diminution de **-25 % dans le neuf** et de **-38 % dans l'ancien**. Le montant moyen au logement est, en 2002, de 3 500 € par logement (contre 5 000 € en 2001), mais elle varie de 3 700 € pour le neuf à 4 600 € pour l'AA et seulement 1 100 € pour l'AST. Ces chiffres expliquent la forte baisse des subventions régionales à Paris et dans les Hauts-de-Seine, où se réalise l'essentiel des AST.

Au total le **poids relatif des subventions régionales** décroît de manière encore plus contrastée (**-45 % environ sur Paris et les Hauts-de-Seine, mais -5 % dans le 94**).

S'agissant de **la subvention des villes**, on voit apparaître de fortes variations en pourcentage dans certains départements, mais qui correspondent à des effets de fluctuation sur des chiffres très faibles.

Le **1 % privilégié**, outre sa diminution régionale par logement (on passe de 3 600 € à 3 300 €) présente de **fortes variations entre départements**, qui paraissent correspondre à des différences d'appréciation ou de modalités d'attribution entre **services instructeurs**. On notera par exemple qu'à Paris, le 1 % privilégié est plus important pour l'AA (4 600 €) que pour le neuf (300 € seulement) et pour l'AST (2 900 €), alors que, dans les Hauts-de-Seine, il est de 6 000 € pour le neuf et ... nul pour l'AA et l'AST.

e. L'évolution défavorable notée au niveau régional (+5 % de **prêt CDC** cher au logement contre -17 % de **prêt 1% employeur** beaucoup plus avantageux) devient caricaturale à Paris, les Hauts-de-Seine et les Yvelines, avec respectivement + 22 % , + 9 % et + 15 % pour le prêt CDC et, pour le prêt employeur, -50 %, - 27 % et - 17 %. S'agissant de **Paris**, la diminution du prêt employeur est à moduler par une hausse corrélative du **prêt Ville** dont les conditions sont globalement intermédiaires entre le prêt CDC et le prêt employeur. Au logement, les prêts CDC, 1 % employeur et Ville, passent respectivement de 45 900 € à 55 900 € (+ 22 %),

de 9 000 € à 4 500 € (-50 %) et de 8 100 € à 16 600 € (+ 106 %), soit un total de prêt qui passe de 63 000 € à 77 000 € (+ 22 %)

A noter que, **en grande couronne**, le prêt CDC augmente de 7% au logement, mais les prêts employeurs de +14 %.

f. La forte majoration des **fonds propres** au niveau régional (+75 % par logement, de 3 400 € à 5 900 €) est surtout significative dans le **94** (+178 %, ce qui amène ce poste à 3 800 € par logement en 2002), dans le **75** (+134 %, avec 8 400 € par logement en 2002), le **92** (+73 %, avec **10 000 € par logement**, record régional) et le **78** (+70 %, avec 8 800 € par logement, **2<sup>ème</sup> chiffre** au niveau régional). Mais ces croissances recouvrent des évolutions erratiques : dans le 94, les fonds propres se portent sur le neuf (de 1 500 € en 2001 à 5 500 € en 2002, par logement moyen), diminuant par ailleurs sur l'ancien (de 900 € à 800 €). Au contraire, à Paris, dans le 92 et le 78, c'est l'ancien qui est privilégié (+434 %, +141 % et +257 %).

L'homogénéité constatée au niveau régional quant au poids relatif des fonds propres selon les différents types de logements recouvre en fait des **situations locales extrêmement différentes**.

## 2.2 Les PLS

a. Les 2 825 logements se répartissent régionalement de la façon suivante :

	Nombre		Pourcentage	
	PLS	Tous log	PLS	Ts log
Paris	1 092	3 530	39 %	27 %
Petite Couronne	1 054	5 298	37 %	41 %
Grande Couronne	679	4 183	24 %	32 %
Total	2 825	13 011	100 %	100 %

b. Tous les départements ont réalisé des opérations PLS, parfois marginalement, comme le 91, avec 1 opération de 11 logements. Mais beaucoup n'ont pas attribué de surcharge foncière. De ce fait, celle-ci ne concerne que 4 départements, entre lesquels elle se répartit de la façon suivante :

<b>75</b>	5 030 k€	soit	<b>60 % du total</b>
<b>92</b>	2 500 k€		<b>30 %</b>
94	793 k€		9 %
93	105 k€		1 %

c. Sur les 5,0 M€ de surcharge foncière consacrés aux PLS à Paris, 3,4 M€ (soit **69 %**) **vont à des opérations anciennes, et en particulier à des opérations AST<sup>13</sup>**, qui représentent 98 % du nombre des logements anciens (832 AST pour 20 AA), et 100 % de la surcharge foncière accordée à l'ancien .

Dans le **92**, la répartition est plus équilibrée : 1 M€ pour le neuf, 0,6 pour l'AA, 0,9 pour l'AST. Dans le **94**, 72 % va au neuf et 28 % à l'AA. Dans le **93**, seul le neuf reçoit de la surcharge foncière.

d. La notion de subvention moyenne par logement n'a guère de sens, dans la mesure où, même dans les départements qui ont accordé des subventions, toutes les opérations PLS n'ont pas été concernées.

---

<sup>13</sup> avec la définition parisienne d'opération achetée occupée

## **B. CONCLUSIONS**

1. **Le nombre de logements PLUS et PLAI financés diminue** globalement (de **12,4 %** sur la Région) et ce phénomène affecte tous les départements, à l'exception de Paris, quasi stable en nombre total<sup>14</sup>, et du Val-de-Marne (+ 12 %).

Encore plus préoccupant, on constate que c'est surtout **le logement neuf** qui est concerné par la baisse (**-30 %**), au point qu'il s'est financé en 2002 presque autant de logements anciens (44 %) que de neufs (56 %) contre respectivement 30 % et 70 % en 2001.

**Tous les départements sont concernés par cette baisse du neuf**, et surtout le 75, le 93, le 77, le 78 et le 95.

L'**ancien**, en revanche, progresse presque partout, à l'exception des Hauts-de-Seine et de l'Essonne, ce qui conduit à une progression régionale notable de + **28 %** pour ce produit. Cet ancien est caractérisé par une remarquable **montée en puissance de l'AST**<sup>15</sup>: 1 792 AST pour 2 699 AA (soit **près de 7 AST pour 10 AA** ). A **Paris**, notamment, l'**AST** (ou plus exactement l'acquisition d'immeubles occupés) devient fortement **majoritaire**: 1 597 AST pour 2 438 logements financés au total, soit près des **deux-tiers de la production parisienne**.

2. Les chiffres de l'année 2002 font apparaître un **réel effort de réduction du montant de la subvention de l'Etat**, qui passe de 16 100 € par logement à 14 700 € (-9 %) pour les PLAI et les PLUS, et de 15 M€ à 8,4 M€ globalement pour les PLS, sachant que le nombre de PLS réalisés est très comparable.

S'agissant des PLUS/PLAI, cette réduction porte principalement sur la **SSI (-49 %)** et elle est liée pour l'essentiel à la disparition du financement de la part très sociale des opérations PLUS. La surcharge foncière proprement dite ne diminue que de 3 % et la subvention principale article 10, accompagnant la hausse moyenne du coût du logement, progresse, quant à elle, de 3,6 %.

Ainsi le poids des subventions de l'Etat passe de 16 à 14 % du montant des opérations, non compris la valeur de la baisse de la TVA, qui, elle, diminue de 8 à 7 %, du fait de l'augmentation relative de l'ancien et de l'AST.

A cet égard, on ne peut manquer d'être interpellé par le fait que **l'Etat finance beaucoup plus largement l'ancien et notamment l'AST** (26 700 € par logement pour l'AST et 16 000 € pour l'AA) **que le neuf** (10 300 € hors effet TVA, il est vrai, lequel se monte à 12 200 €). En pourcentage du montant des opérations, l'Etat

---

<sup>14</sup> mais avec un fort recul du neuf (- 38 %) compensé par la montée de l'ancien (+12 %) et notamment de l'AST (cf. ci-après)

<sup>15</sup> avec les réserves liées aux définitions différentes selon les départements

consacre 19 % pour l'AA comme pour l'AST et 10 % seulement pour le neuf (auquel s'ajoute néanmoins un effet baisse de TVA de 12 % environ).

3. Une des évolutions favorables de 2002 par rapport à 2001 réside dans la forte **croissance du financement sur fonds propres** : ils passent de 3 400 € à 5 900 € par logement (+75 %), et représentent désormais 5,6 % du montant des opérations, contre 3,3 % en 2001. Mais cette hausse peut cacher une partie de la **forte baisse** constatée **des subventions régionales**, en volume global (35,5 M€ contre 58 M€), en montant par logement (3 500 € contre 5 000 €) et en poids relatif (3,4 % contre 5,0 % du montant des opérations). Les contributions régionale, départementale et communale, qui étaient respectivement de 5,0 %, 2,2 % et 6,5 %, passent à 3,4 %, 2,2 % et 6,9 %, soit une chute globale à **12,5 %** du montant des opérations, contre **13,7 %** en 2001. **La région se dégage, le département stagne et la commune se mobilise encore insuffisamment.**

Mais, pour ce qui concerne la Région, cette constatation est peut-être due à des modalités de prise en compte de la part correspondante, dont la contractualisation partielle (contrats d'objectif passés avec les organismes de logements sociaux en fonction de l'accroissement de leur parc) peut avoir perturbé l'affichage des bilans d'opération.

4. On doit déplorer la **forte baisse du prêt 1% employeur**, qui passe de 8 400 € à 6 900 € soit **1 500 € en moins** (-18 %), alors que le **prêt CDC**, plus coûteux, passe de 52 200 à 54 700 € soit **2 500 € de plus**.

La somme des quatre **prêts** (CDC, 1%, Ville de Paris et autres) passe ainsi de 62,3 % à 63,3 % du financement des opérations, soit **1 point de plus, et avec une plus forte pondération des prêts les plus coûteux**. On assiste en de nombreux endroits à une éviction des organismes de 1 % par la commune, qui négocie au mieux de ses intérêts l'attribution de logements réservés en contrepartie de la garantie qu'elle accorde au prêt CDC, d'une part, et de son propre prêt à l'opération, d'autre part. On ne peut que déplorer qu'aucun outil de suivi des réservations effectuées par chacun des partenaires n'ait été mis en place, malgré les recommandations de notre rapport de l'année dernière.

## **C. RAPPEL DES PRECONISATIONS**

1. Il conviendra de choisir une **définition unique**, qui s'applique à **l'ensemble des DDE**, de ce qu'il faut entendre par **opération en AA** et par **opération en AST**<sup>16</sup>.
2. Il semble souhaitable qu'une **réflexion** s'instaure sur les **caractéristiques de la tendance actuelle**, marquée par un accroissement relatif de l'acquisition de **logements anciens** par rapport à la construction de logements neufs, et qu'une **orientation**, qui ne peut être que de caractère politique, soit définie pour l'avenir.
3. Il conviendra de mettre en place un **dispositif de suivi de l'évolution réelle du peuplement des immeubles acquis « occupés »** par les populations auxquelles ils sont destinés (taux de rotation et politique d'attribution).
4. Il conviendra de vérifier si la **répartition du 1 % privilégié** entre Ile-de-France et province, d'une part, entre les départements de l'Ile-de-France, d'autre part, est fondée sur des critères pertinents et de réfléchir au système de répartition le plus efficace.
5. Il conviendra de créer un **dispositif réglementaire** permettant aux DDE, dans le cadre de l'instruction des dossiers, de faire un **bilan précis de l'ensemble des réservations**, et pas seulement de celles qui reviennent à l'Etat.
6. Il serait intéressant de procéder, **sur des bilans d'opérations constatés à leur achèvement**, à une analyse de même nature que celle que nous avons effectuée sur les bilans ex ante.

**Signé**

Jean Camus

**Signé**

Jean-Paul Garcia

---

<sup>16</sup> C'est la distinction entre acquisition d'immeuble vide ou d'immeuble occupé qui semblerait la plus signifiante, sachant qu'elle suppose la définition supplémentaire d'un taux d'occupation à partir duquel on passe d'une catégorie à l'autre.

## **LISTE DES ANNEXES**

**Tableau 1. Comparaison 2002 / 2001 – En Coût Total**

**Tableau 2. Comparaison 2002 / 2001 – En Coût par Logement**

**Tableau 3. Comparaison 2002 / 2001 – En Poids (%) des Partenaires par Logement**

**Tableau 4. Synthèse des opérations 2002 / 2001 de Paris**

**Tableau 5. Synthèse des opérations 2002 / 2001 des Hauts de Seine**

**Tableau 6. Synthèse des opérations 2002 / 2001 de Seine-St-Denis**

**Tableau 7. Synthèse des opérations 2002 / 2001 du Val de Marne**

**Tableau 8. Synthèse des opérations 2002 / 2001 de Petite Couronne**

**Tableau 9. Synthèse des opérations 2002 / 2001 de Seine-et-Marne**

**Tableau 10. Synthèse des opérations 2002 / 2001 des Yvelines**

**Tableau 11. Synthèse des opérations 2002 / 2001 de l'Essonne**

**Tableau 12. Synthèse des opérations 2002 / 2001 du Val d'Oise**

**Tableau 13. Synthèse des opérations 2002 / 2001 de Grande Couronne**

**Tableau 14. Synthèse des opérations 2002 / 2001 de l'ensemble RIF**

**Tableau 15. Ensemble du Logement social (PLUS/PLAI + PLS) en 2002 en Coût Total**

**Tableau 16. Ensemble du Logement social (PLUS/PLAI + PLS) en 2002 en Coût/Logt**

**Tableau 75. Opérations 2001 de Paris**

**Tableau 77. Opérations 2001 de Seine-et-Marne**

**Tableau 78. Opérations 2001 des Yvelines**

**Tableau 91. Opérations 2001 de l'Essonne**

**Tableau 92. Opérations 2001 des Hauts de Seine**

**Tableau 93. Opérations 2001 de Seine-St-Denis**

**Tableau 94. Opérations 2001 du Val de Marne**

**Tableau 95. Opérations 2001 du Val d'Oise**

## **Lettres de mission**

la Défense, le 10 MAR. 2003

ministère  
de l'Équipement  
des Transports  
du Logement  
du Tourisme  
et de la Mer



Conseil Général des  
Ponts et Chaussées  
6<sup>ème</sup> Section  
Le Secrétaire Général

**NOTE**  
à l'attention de

**Monsieur Jean CAMUS,**  
ingénieur général des ponts et chaussées

et

**Monsieur Jean-Paul GARCIA,**  
ingénieur général des ponts et chaussées

**Affaire n° 2001-0238-02**

Par note du 19 février 2003, le directeur général de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction, a demandé au conseil général des ponts et chaussées, de **poursuivre, au titre de l'année 2002, l'analyse qui a été menée pour l'année 2001 pour les dossiers financés en région Ile-de-France sur l'article 20 du chapitre 65-48.**

Je vous confie cette mission qui est enregistrée sous le n° 2001-0238-02 dans le système de gestion des affaires du CGPC.

Conformément à la procédure en vigueur, je vous demande d'adresser votre rapport de fin de mission à la présidente de la 2<sup>ème</sup> section et de m'en faire parvenir simultanément un exemplaire, aux fins de transmission au directeur général de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction par le vice-président du CGPC.



*Dominique CYROT*

la Défense, le 10 MAR. 2003

ministère  
de l'Équipement  
des Transports  
du Logement  
du Tourisme  
et de la Mer



Conseil Général des  
Ponts et Chaussées

Le Vice-Président

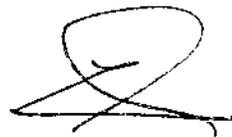
**NOTE**  
A l'attention de

**Monsieur le directeur général de l'urbanisme,  
de l'habitat et de la construction**

**Affaire n° 2001-0238-02**

Par note du 19 février 2003, vous avez demandé au conseil général des ponts et chaussées, de **poursuivre, au titre de l'année 2002, l'analyse qui a été menée pour l'année 2001 pour les dossiers financés en région Ile-de-France sur l'article 20 du chapitre 65-48.**

Je vous informe que conformément à votre souhait, j'ai désigné **MM. Jean CAMUS et Jean-Paul GARCIA**, ingénieurs généraux des ponts et chaussées, pour effectuer cette mission.



**Claude MARTINAND**

La Défense, le 24 FEV. 2003

Le Directeur Général  
à

Monsieur le Préfet de la Région Ile de France  
Direction régionale de l'Équipement

ministère  
de l'Équipement  
des Transports  
du Logement  
du Tourisme  
et de la Mer



direction générale  
de l'Urbanisme  
de l'Habitat  
et de la Construction

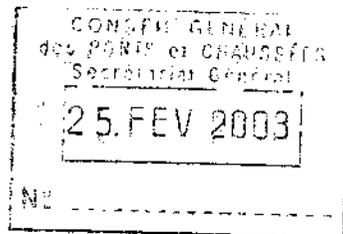
2003024  
Le Directeur Général  
de l'Urbanisme et de la Construction

objet : Mission d'analyse des dossiers financés au titre de la surcharge foncière en Région Ile de France en 2002  
pj: 1

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint copie du courrier que je viens d'adresser à Monsieur le Vice-Président du Conseil Général des Ponts et Chaussées en vue de compléter sur l'année 2002 l'analyse des dossiers financés au titre de la surcharge foncière qui avait été effectuée il y a un an, et de formuler, au vu de cette analyse, toute proposition de nature à assurer le meilleur équilibre entre les différentes formes de développement du parc social.

Je vous remercie d'apporter le moment venu votre concours à cette mission

03 / 0 1 5



*He → 2 lettres  
5 lettres*

Le Directeur Général de l'Urbanisme,  
de l'Habitat et de la Construction

*Copie J. Grol*

25 FEV. 2003

François DELARUE

Claude MARTINAND

*Copie: CGPC*

*MT; Colas DURRLEMAN, IUH, FB, FB 1*

24 FEV. 2003  
Claude MARTINAND  
A de Fleury  
Copie J. Brebault, m  
119 FEA 015

La Défense, le

Le Ministre de l'Équipement, des Transports,  
du Logement, du Tourisme et de la Mer  
à

l'attention de Monsieur MARTINAND  
Vice-Président du Conseil général des Ponts et  
Chaussées

ministère  
de l'Équipement  
des Transports  
du Logement  
du Tourisme  
et de la Mer



direction générale  
de l'Urbanisme  
de l'Habitat  
et de la Construction  
service du  
Développement Urbain  
et de l'Habitat  
sous-direction  
du Financement  
et du Budget  
bureau  
de la réglementation  
des risques à la pierre

Objet : Mission d'analyse des dossiers financés au titre de la surcharge foncière en Région Ile de France en  
2002

Référence : Mon précédent courrier du 20 novembre 2001

P.J. : 1

affaire suivie par : Michel PATRY - DGUHC-FB3

tél. 01 40 81 93 75, fax 01 40 81 83 42

mél. Michel.Patry@equipement.gouv.fr

Les surcoûts financiers ou immobiliers liés à la réalisation de logements  
locatifs PLUS, PLAI, PLS et PLI en Région Ile de France font l'objet d'un dispositif  
d'aide spécifique de la part de l'Etat, imputé en 2002 sur l'article 20 du chapitre 65-48  
(« Construction et amélioration de l'habitat ») du budget de l'urbanisme et du logement.

Le Conseil général des Ponts et Chaussées a réalisé un premier rapport en  
décembre 2001 concernant les opérations bénéficiant de subventions foncières en région  
Ile de France en 2001, dont les conclusions ont été communiquées à la DRE Ile de  
France ainsi qu'aux DDE de la région en vue de leur permettre de prendre des mesures  
susceptibles d'utiliser au plus juste les crédits affectés à la réalisation des logements  
locatifs sociaux.

Il apparaît souhaitable qu'une analyse du même type que celle effectuée en  
2001 soit également réalisée sur les opérations financées en 2002, afin de tirer un bilan  
de l'application des mesures préconisées et de proposer si nécessaire des pistes  
complémentaires permettant d'assurer au niveau régional, dans un contexte marqué à la  
fois par la contrainte budgétaire et la croissance des besoins en logements, le meilleur  
équilibre entre les différentes formes de développement du parc locatif social  
(construction neuve, acquisition-amélioration, acquisition sans travaux...)

Je ne verrais que des avantages, compte tenu de l'investissement qui a été le  
leur sur ce sujet dans le cadre de la première enquête, à ce que cette mission, pour  
laquelle je demande à la Préfecture de la Région Ile de France de continuer à vous prêter  
son entier concours, et dont je souhaiterais que les premières conclusions puissent  
m'être remises pour le 30 mars 2003, soit confiée à MM. Jean-Paul GARCIA et Jean  
CAMUS

Pour le Ministre et par délégation  
Le Directeur Général de l'Urbanisme,  
de l'Habitat et de la Construction

François DELARUE

05 / 009

**Annexes :**

T 1 - COMPARAISON ILE-DE-FRANCE - En Coût Total					AIDE de l'ETAT				Autres Subventions				Prêts				Valeurs en kt			
	Neuf	Ancien	Nb de logements	Coût TOTAL (Prix de revient)	subvention principale Etat (art 40)	Surcharge Foncière Etat (art 20)	subvention spécifique Etat (art 20)	TOTAL subvention ETAT	Le 1 % privilégié (Milliard)	Région	Départ.	Commune	AUTRE	Prêt CDC	1 % normal (sous taux)	Prêt Ville	Autres	FONDS PROPRES	Valeur Garantie ville	Valeur baisse TVA Etat
<b>2002</b>																				
75	304	2 134	2 438	347 758	24 389	35 349	5 082	64 741	7 132	8 016	0	55 401	3 384	136 317	10 871	40 459	0	20 438	27 263	4 707
92	1 170	248	1 418	176 498	10 055	7 215	1 248	18 518	7 083	3 327	8 914	9 586	2 427	102 208	10 198	0	0	14 238	2 044	18 336
93	846	347	1 193	86 515	9 671	1 494	3 304	14 469	2 997	4 233	0	1 961	1 793	42 650	14 383	0	74	3 954	795	8 528
94	1 055	578	1 633	129 955	8 578	3 807	1 846	14 231	4 856	4 396	5 699	2 924	2 975	82 196	6 279	0	188	6 290	1 644	11 336
<b>Petite couronne</b>	<b>3 071</b>	<b>1 173</b>	<b>4 244</b>	<b>392 968</b>	<b>28 304</b>	<b>12 516</b>	<b>6 390</b>	<b>47 218</b>	<b>14 936</b>	<b>11 916</b>	<b>14 813</b>	<b>14 470</b>	<b>7 196</b>	<b>227 054</b>	<b>30 059</b>	<b>0</b>	<b>263</b>	<b>24 442</b>	<b>4 493</b>	<b>38 200</b>
77	629	269	898	70 494	6 438	935	967	8 338	1 714	4 101	487	340	195	48 958	4 884	0	0	1 555	979	6 486
78	471	436	907	94 089	8 389	2 583	2 029	12 988	4 084	2 837	0	1 896	2 584	53 328	7 124	0	1 810	7 946	1 067	6 527
91	664	155	819	81 166	7 098	716	1 003	8 818	2 963	4 268	5 861	592	292	46 625	8 207	0	22	3 518	932	7 964
95	556	324	880	71 636	5 900	708	861	7 559	3 268	3 329	2 182	437	229	44 426	8 486	0	50	1 751	814	5 648
<b>Grande couronne</b>	<b>2 320</b>	<b>1 184</b>	<b>3 504</b>	<b>317 386</b>	<b>27 915</b>	<b>4 921</b>	<b>4 960</b>	<b>37 896</b>	<b>11 949</b>	<b>14 535</b>	<b>8 370</b>	<b>3 064</b>	<b>3 281</b>	<b>193 338</b>	<b>28 700</b>	<b>0</b>	<b>1 683</b>	<b>14 771</b>	<b>3 792</b>	<b>28 624</b>
<b>Total RIF</b>	<b>5 695</b>	<b>4 491</b>	<b>10 186</b>	<b>1 058 111</b>	<b>80 529</b>	<b>52 787</b>	<b>16 348</b>	<b>149 655</b>	<b>34 817</b>	<b>35 466</b>	<b>22 983</b>	<b>72 936</b>	<b>13 861</b>	<b>556 788</b>	<b>70 431</b>	<b>40 459</b>	<b>1 945</b>	<b>58 651</b>	<b>35 539</b>	<b>68 531</b>
<b>2001</b>																				
75	488	1 913	2 402	320 778	26 288	35 681	12 847	74 816	11 217	14 899	724	54 302	1 938	110 359	21 597	19 399	3 135	8 592	2 115	7 488
92	1 415	396	1 811	215 620	14 844	11 781	5 788	32 252	5 435	7 392	9 659	10 903	2 507	119 430	17 911	0	0	10 530	2 389	19 069
93	1 432	169	1 601	118 616	10 959	2 841	6 127	19 827	3 937	6 264	0	3 783	1 028	62 322	17 094	0	0	4 447	1 176	10 646
94	1 123	342	1 465	148 684	8 839	6 322	5 620	20 781	4 829	5 235	5 662	3 841	6 184	98 781	9 432	0	0	2 020	1 816	15 115
<b>Petite couronne</b>	<b>3 970</b>	<b>907</b>	<b>4 877</b>	<b>482 920</b>	<b>34 541</b>	<b>20 964</b>	<b>17 454</b>	<b>72 868</b>	<b>14 201</b>	<b>18 982</b>	<b>15 321</b>	<b>18 047</b>	<b>9 631</b>	<b>272 534</b>	<b>44 437</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>18 996</b>	<b>5 380</b>	<b>44 930</b>
77	1 110	85	1 195	183 212	8 232	1 530	2 388	12 078	4 038	7 256	2 388	684	659	66 017	7 145	0	0	3 043	1 353	12 619
78	748	308	1 056	91 920	6 547	2 122	1 088	9 757	5 145	4 782	0	1 879	953	54 004	10 008	0	0	5 458	1 088	9 879
91	697	198	895	72 035	5 413	475	1 198	7 084	3 485	5 456	4 134	193	158	44 409	4 648	0	0	2 547	888	7 325
95	1 188	101	1 289	96 518	7 677	1 519	1 593	10 789	3 456	6 720	3 158	195	815	58 685	9 527	0	0	2 261	991	9 961
<b>Grande couronne</b>	<b>3 684</b>	<b>684</b>	<b>4 368</b>	<b>363 685</b>	<b>27 870</b>	<b>5 646</b>	<b>6 184</b>	<b>39 701</b>	<b>16 844</b>	<b>24 134</b>	<b>9 593</b>	<b>2 951</b>	<b>2 585</b>	<b>224 035</b>	<b>31 328</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>13 388</b>	<b>4 312</b>	<b>39 784</b>
<b>Total RIF</b>	<b>8 123</b>	<b>3 584</b>	<b>11 627</b>	<b>1 167 383</b>	<b>88 788</b>	<b>62 191</b>	<b>36 286</b>	<b>187 176</b>	<b>41 463</b>	<b>57 925</b>	<b>25 628</b>	<b>75 388</b>	<b>14 154</b>	<b>686 927</b>	<b>97 362</b>	<b>19 399</b>	<b>3 135</b>	<b>38 886</b>	<b>11 887</b>	<b>92 182</b>
<b>Comparaison 2002/2001</b>																				
75	-37,8%	11,6%	1,5%	8,4%	-7,5%	-8,8%	-58,8%	-13,2%	-36,4%	-39,5%	-100,0%	2,0%	74,6%	23,5%	-49,7%	108,6%	-100,0%	137,8%	1188,9%	-37,1%
92	-17,3%	-37,4%	-21,7%	-18,1%	-32,3%	-38,3%	-78,1%	-42,0%	30,3%	-55,0%	-7,7%	-8,7%	-3,2%	-14,4%	-43,1%	#DIV/0!	#DIV/0!	36,2%	-14,4%	-3,8%
93	-40,8%	105,3%	-25,5%	-27,1%	-10,8%	-47,4%	-46,1%	-27,0%	-23,8%	-32,4%	#DIV/0!	-47,1%	75,8%	-31,6%	-15,8%	#DIV/0!	#DIV/0!	-11,1%	-32,4%	-19,8%
94	-6,1%	68,0%	11,5%	-12,6%	-3,0%	-38,8%	-67,2%	-31,5%	0,6%	-16,8%	0,7%	-23,8%	-51,3%	-9,5%	-33,4%	#DIV/0!	#DIV/0!	288,5%	-8,5%	-25,0%
<b>Petite couronne</b>	<b>-22,8%</b>	<b>29,3%</b>	<b>-13,0%</b>	<b>-18,8%</b>	<b>-18,1%</b>	<b>-40,0%</b>	<b>-63,3%</b>	<b>-35,2%</b>	<b>5,2%</b>	<b>-36,9%</b>	<b>-4,6%</b>	<b>-19,8%</b>	<b>-25,3%</b>	<b>-16,7%</b>	<b>-38,6%</b>	<b>#DIV/0!</b>	<b>#DIV/0!</b>	<b>43,8%</b>	<b>-16,7%</b>	<b>-14,8%</b>
77	-43,3%	216,5%	-24,9%	-31,7%	-21,8%	-36,9%	-58,1%	-30,9%	-57,8%	-43,5%	-82,3%	-58,3%	-70,4%	-25,8%	-31,6%	#DIV/0!	#DIV/0!	-48,9%	-27,6%	-48,6%
78	-37,0%	41,0%	-14,1%	2,4%	28,1%	20,8%	86,6%	33,0%	-22,2%	-39,7%	#DIV/0!	-8,8%	188,1%	-1,3%	-28,8%	#DIV/0!	#DIV/0!	45,6%	-1,3%	-33,9%
91	-4,7%	-18,4%	-7,7%	12,7%	31,1%	58,8%	-16,1%	24,5%	-13,0%	-21,8%	41,8%	286,1%	85,2%	5,0%	76,8%	#DIV/0!	#DIV/0!	38,1%	5,8%	8,7%
95	-49,8%	228,8%	-27,3%	-25,8%	-22,0%	-53,4%	-46,0%	-28,9%	-5,5%	-58,5%	-33,3%	123,9%	-71,8%	-25,5%	-10,8%	#DIV/0!	#DIV/0!	-22,6%	-17,8%	-43,3%
<b>Grande couronne</b>	<b>-36,7%</b>	<b>73,1%</b>	<b>-19,4%</b>	<b>-12,7%</b>	<b>0,2%</b>	<b>-12,8%</b>	<b>-21,4%</b>	<b>-5,0%</b>	<b>-25,5%</b>	<b>-39,8%</b>	<b>-12,7%</b>	<b>3,8%</b>	<b>28,9%</b>	<b>-13,7%</b>	<b>-8,4%</b>	<b>#DIV/0!</b>	<b>#DIV/0!</b>	<b>11,8%</b>	<b>-12,0%</b>	<b>-33,1%</b>
<b>Total RIF</b>	<b>-28,9%</b>	<b>28,2%</b>	<b>-12,4%</b>	<b>-8,4%</b>	<b>-9,2%</b>	<b>-15,1%</b>	<b>-55,0%</b>	<b>-20,0%</b>	<b>-18,0%</b>	<b>-38,8%</b>	<b>-10,3%</b>	<b>-3,1%</b>	<b>-2,1%</b>	<b>8,3%</b>	<b>-27,7%</b>	<b>108,6%</b>	<b>-37,8%</b>	<b>53,4%</b>	<b>201,0%</b>	<b>-24,5%</b>

T 2 - COMPARAISON ILE-DE-FRANCE - En Coût par Logt					AIDE DE L'ETAT				Autres Subventions					Prêts				Valeurs en kt		
Par logement	Neuf	Ancien	Nb de logements	Coût TOTAL (Prix de revient)	subvention principale Etat (art 10)	Surcharge Foncière Etat (art 20)	subvention spécifique Etat (art 29)	TOTAL subvention ETAT	Le 1 % privilégié (Milliard)	Région	Départ.	Communes	AUTRE	Prêt CDC	1 % normal (sous taxe)	Prêt Ville	Autres	FONDS PROPRES	Valeur Garantie ville	Valeur baisses TVA Etat
<b>2002</b>																				
75	304	2 134	2 438	142,64	9,97	14,50	2,08	26,55	2,93	3,70	0,00	22,72	1,39	55,91	4,46	16,59	0,00	8,38	11,18	1,93
92	1 170	240	1 410	124,47	7,09	5,09	0,88	13,06	5,00	2,35	8,29	8,76	1,71	72,08	7,19	0,00	0,00	10,04	1,44	12,93
93	846	347	1 193	72,52	8,11	1,25	2,77	12,13	2,51	3,55	0,00	1,64	1,50	35,75	12,06	0,00	0,06	3,31	0,67	7,15
94	1 055	578	1 633	79,58	5,25	2,33	1,13	8,71	2,97	2,67	3,49	1,79	1,82	50,33	3,84	0,00	0,12	3,83	1,01	6,94
Petite couronne	3 071	1 173	4 244	92,59	6,67	2,95	1,51	11,13	3,52	2,91	3,44	3,41	1,70	53,50	7,27	0,00	0,06	5,76	1,06	9,00
77	629	269	898	78,50	7,17	1,04	1,08	9,29	1,91	4,57	0,45	0,38	0,22	54,52	5,44	0,00	0,00	1,73	1,89	7,22
78	474	436	907	103,74	9,25	2,83	2,24	14,31	4,42	3,13	0,00	1,87	2,83	58,80	7,85	0,00	1,78	8,76	1,18	7,20
91	664	155	819	98,10	8,67	0,87	1,23	10,77	3,62	5,21	7,16	0,72	0,36	56,93	10,02	0,00	0,03	4,30	1,14	9,72
95	556	324	880	81,40	6,81	0,88	0,98	8,99	3,71	3,78	2,39	0,50	0,26	50,48	9,64	0,00	0,06	1,99	0,93	6,42
Grande couronne	2 320	1 184	3 504	90,58	7,97	1,40	1,39	10,76	3,41	4,15	2,39	0,97	0,94	55,19	8,19	0,00	0,49	4,22	1,08	7,80
Total RIF	5 695	4 491	10 186	103,88	7,91	5,18	1,60	14,69	3,34	3,48	2,26	7,16	1,36	54,65	6,91	3,97	0,19	5,86	3,49	6,83
<b>2001</b>																				
75	489	1 913	2 402	133,55	10,94	14,85	5,27	31,06	4,67	6,20	0,30	22,61	0,81	45,94	8,89	8,08	1,31	3,58	0,88	3,12
92	1 415	396	1 811	119,86	8,20	6,46	3,15	17,81	3,00	4,08	5,33	5,80	1,38	65,95	9,89	0,00	0,00	5,81	1,32	10,53
93	1 432	169	1 601	74,08	6,78	1,77	3,83	12,38	2,46	3,91	0,00	2,31	0,84	38,93	10,68	0,00	0,00	2,78	0,73	6,65
94	1 123	342	1 465	101,49	6,03	4,32	3,84	14,19	3,30	3,57	3,86	2,62	4,17	61,97	6,44	0,00	0,00	1,38	1,24	10,32
Petite couronne	3 970	907	4 877	99,02	7,08	4,28	3,58	14,94	2,91	3,87	3,14	3,70	1,97	55,88	9,11	0,00	0,00	3,49	1,10	9,19
77	1 110	85	1 195	86,37	6,89	1,28	1,93	10,10	3,38	6,07	1,92	0,57	0,55	55,24	5,88	0,00	0,00	2,55	1,13	10,56
78	748	308	1 056	87,05	6,28	2,01	1,03	9,24	4,87	4,45	0,00	1,78	0,90	51,14	9,48	0,00	0,00	5,17	1,02	9,36
91	687	180	867	81,21	6,18	0,54	1,35	7,99	3,84	6,15	4,66	0,22	0,18	50,07	5,24	0,00	0,00	2,87	1,00	8,26
95	1 109	101	1 210	79,77	6,34	1,26	1,32	8,92	2,86	5,95	2,60	0,16	0,67	49,26	7,87	0,00	0,00	1,87	0,82	8,23
Grande couronne	3 664	684	4 348	83,84	6,11	1,30	1,42	9,13	3,89	5,55	2,20	0,68	0,59	51,53	7,21	0,00	0,00	3,06	0,99	9,15
Total RIF	8 123	3 504	11 627	100,40	7,63	5,35	3,12	16,10	3,57	4,86	2,20	6,48	1,22	52,20	8,37	1,67	0,27	3,35	1,02	7,82
<b>Comparaison 2002/2001</b>																				
75	-37,8%	11,6%	1,5%	6,8%	-8,8%	-2,4%	-60,4%	-14,5%	-37,4%	-40,4%	-100,0%	0,5%	72,1%	21,7%	-50,4%	105,5%	-100,0%	134,1%	1169,9%	-38,1%
92	-17,3%	-37,4%	-21,7%	4,5%	-13,9%	-21,3%	-72,1%	-26,7%	66,4%	-42,9%	17,9%	16,6%	23,0%	9,3%	-27,3%	#DIV/0!	#DIV/0!	72,7%	9,3%	22,8%
93	-40,9%	105,3%	-25,5%	-2,1%	19,5%	-29,4%	-27,8%	-2,1%	2,1%	-9,3%	#DIV/0!	-28,9%	135,9%	-8,2%	12,9%	#DIV/0!	#DIV/0!	19,3%	-9,3%	7,5%
94	-6,1%	69,0%	11,5%	-21,6%	-12,8%	-46,0%	-70,5%	-38,6%	-9,8%	-25,4%	-8,7%	-31,7%	-56,3%	-88,8%	-40,3%	#DIV/0!	#DIV/0!	177,6%	-18,8%	-32,7%
Petite couronne	-22,8%	29,3%	-13,0%	-6,5%	-5,8%	-31,1%	-57,9%	-25,5%	20,9%	-27,5%	9,6%	-7,9%	-14,1%	-4,3%	-20,2%	#DIV/0!	#DIV/0!	65,3%	-4,2%	-2,1%
77	-43,3%	216,5%	-24,9%	-9,1%	4,1%	-16,7%	-44,3%	-8,1%	-43,5%	-24,8%	-76,5%	-33,9%	-60,6%	-1,3%	-9,0%	#DIV/0!	#DIV/0!	-32,0%	-3,7%	-31,6%
78	-37,0%	41,0%	-14,1%	19,2%	49,2%	40,6%	117,2%	54,9%	-9,4%	-29,8%	#DIV/0!	5,1%	213,3%	15,0%	-17,1%	#DIV/0!	#DIV/0!	69,5%	15,8%	-23,1%
91	-4,7%	-18,4%	-7,2%	22,0%	42,0%	63,4%	-9,1%	34,8%	-5,8%	-15,3%	53,6%	231,6%	108,6%	13,7%	91,2%	#DIV/0!	#DIV/0!	19,6%	13,7%	17,8%
95	-49,8%	220,8%	-27,3%	2,1%	7,3%	-35,9%	-25,7%	-3,7%	30,4%	-31,9%	-8,2%	287,8%	-61,3%	2,5%	22,5%	#DIV/0!	#DIV/0!	6,5%	13,8%	-22,0%
Grande couronne	-36,2%	73,1%	-19,4%	8,3%	24,3%	8,2%	-2,5%	17,8%	-7,8%	-25,3%	8,4%	28,8%	57,5%	7,1%	13,7%	#DIV/0!	#DIV/0!	37,7%	9,1%	-17,0%
Total RIF	-29,9%	28,2%	-12,4%	3,5%	3,8%	-3,1%	-48,8%	-8,7%	-6,4%	-30,1%	2,4%	10,6%	11,8%	4,7%	-17,4%	138,1%	-28,2%	75,1%	243,6%	-13,8%

T3 - COMPAR. ILE-DE-FRA. - En Poids des Partenaires/Lo.					AIDE de l'ETAT				Autres Subventions					Prêts				Valeurs en kt		
rapporté au prix de revient du logement	Nouf	Ancien	Nb de logements	Coût TOTAL (Prix de revient par logement)	subvention principale Etat (art 10)	Surcharge Foncière Etat (art 20)	subvention spécifique Etat (art 20)	TOTAL subvention ETAT	Le 1 % privilégié (Milliard)	Région	Départ.	Communes	AUTRE	Prêt CDC	1 % normal (sous taux)	Prêt Ville	Autres	FONDS PROPRES	Valeur Garantie ville	Valeur basee TVA Etat
<b>2002</b>																				
75	304	2 134	2 438	142,64	7,0%	10,2%	1,5%	18,6%	2,1%	2,6%	0,0%	15,0%	1,0%	38,2%	3,1%	11,6%	0,0%	5,9%	7,0%	1,4%
92	1 170	248	1 418	124,47	5,7%	4,1%	0,7%	10,5%	4,0%	1,9%	5,1%	5,4%	1,4%	57,9%	5,0%	0,0%	0,0%	8,1%	1,2%	10,4%
93	846	347	1 193	72,52	11,2%	1,7%	3,8%	16,7%	3,5%	4,9%	0,0%	2,3%	2,1%	49,3%	16,0%	0,0%	0,1%	4,6%	0,9%	9,9%
94	1 055	578	1 633	79,58	6,0%	2,0%	1,4%	11,0%	3,7%	3,4%	4,4%	2,2%	2,3%	63,2%	4,8%	0,0%	0,1%	4,8%	1,3%	8,7%
Petite couronne	3 071	1 173	4 244	92,59	7,2%	3,2%	1,6%	12,0%	3,8%	3,0%	3,7%	3,7%	1,8%	57,8%	7,0%	0,0%	0,1%	6,2%	1,1%	9,7%
77	629	269	898	78,50	8,1%	1,3%	1,4%	11,8%	2,4%	5,8%	0,6%	0,5%	0,3%	68,4%	6,0%	0,0%	0,0%	2,2%	1,4%	9,2%
78	471	436	907	103,74	8,9%	2,7%	2,2%	13,8%	4,3%	3,0%	0,0%	1,8%	2,7%	56,7%	7,6%	0,0%	1,7%	8,4%	1,1%	6,9%
91	664	155	819	99,10	8,7%	0,9%	1,2%	10,8%	3,7%	5,3%	7,2%	0,7%	0,4%	57,4%	10,1%	0,0%	0,0%	4,3%	1,1%	9,0%
95	556	324	880	81,40	8,4%	1,0%	1,2%	10,6%	4,6%	4,6%	2,9%	0,6%	0,3%	62,0%	11,8%	0,0%	0,1%	2,4%	1,1%	7,9%
Grande couronne	2 320	1 184	3 504	90,58	8,0%	1,8%	1,5%	11,8%	3,8%	4,6%	2,6%	1,0%	1,0%	60,9%	9,0%	0,0%	0,5%	4,7%	1,2%	8,4%
Total RIF	5 695	4 481	10 186	103,88	7,6%	5,0%	1,5%	14,1%	3,2%	3,4%	2,2%	6,9%	1,3%	52,6%	6,7%	3,0%	0,2%	5,6%	3,4%	6,6%
<b>2001</b>																				
75	489	1 913	2 402	133,55	8,2%	11,1%	3,9%	23,3%	3,5%	4,6%	0,2%	16,8%	0,6%	34,4%	6,7%	6,0%	1,0%	2,7%	0,7%	2,3%
92	1 415	396	1 811	119,06	6,9%	5,4%	2,6%	15,0%	2,5%	3,4%	4,5%	4,9%	1,2%	55,4%	8,3%	0,0%	0,0%	4,9%	1,1%	8,8%
93	1 432	169	1 601	74,08	9,2%	2,4%	6,2%	16,7%	3,3%	6,3%	0,0%	3,1%	0,9%	62,5%	14,4%	0,0%	0,0%	3,7%	1,0%	9,0%
94	1 123	342	1 465	101,49	5,9%	4,3%	3,8%	14,0%	3,2%	3,5%	3,8%	2,6%	4,1%	61,4%	6,3%	0,0%	0,0%	1,4%	1,2%	10,2%
Petite couronne	3 970	907	4 877	99,02	7,2%	4,3%	3,6%	15,1%	2,9%	3,9%	3,2%	3,7%	2,0%	58,4%	9,2%	0,0%	0,0%	3,5%	1,1%	9,3%
77	1 110	85	1 195	86,37	8,0%	1,5%	2,2%	11,7%	3,9%	7,0%	2,2%	0,7%	0,6%	64,0%	6,9%	0,0%	0,0%	2,9%	1,3%	12,2%
78	748	308	1 056	87,05	7,1%	2,3%	1,2%	10,6%	5,6%	5,1%	0,0%	2,0%	1,0%	58,0%	10,9%	0,0%	0,0%	5,9%	1,2%	10,7%
91	697	190	887	81,21	7,5%	0,7%	1,7%	9,8%	4,7%	7,6%	5,7%	0,3%	0,2%	61,0%	6,5%	0,0%	0,0%	3,5%	1,2%	10,2%
95	1 109	101	1 210	79,77	8,0%	1,0%	1,7%	11,2%	3,6%	7,0%	3,3%	0,2%	0,8%	61,8%	9,9%	0,0%	0,0%	2,3%	1,0%	10,3%
Grande couronne	3 664	684	4 348	83,64	7,7%	1,8%	1,7%	10,8%	4,4%	6,6%	2,6%	0,9%	0,7%	61,8%	8,6%	0,0%	0,0%	3,7%	1,2%	10,9%
Total RIF	8 123	3 504	11 627	100,40	7,6%	5,3%	3,1%	16,0%	3,6%	5,0%	2,2%	6,5%	1,2%	52,0%	8,3%	1,7%	0,3%	3,3%	1,0%	7,9%
<b>Comparaison 2002/2001</b>																				
75	-37,8%	11,6%	1,5%	6,8%	-14,7%	-8,6%	-62,9%	-20,0%	-41,4%	-44,2%	-100,0%	-5,9%	61,4%	13,9%	-53,6%	92,4%	-100,0%	119,4%	1080,9%	-42,0%
92	-17,3%	-37,4%	-21,7%	4,5%	-17,2%	-24,7%	-73,3%	-29,9%	59,2%	-45,0%	12,7%	11,5%	18,3%	4,5%	-30,4%	#DIV/0!	#DIV/0!	65,2%	4,5%	17,5%
93	-40,9%	105,3%	-25,5%	-2,1%	22,1%	-27,0%	-26,1%	0,1%	4,4%	-7,3%	#DIV/0!	-27,4%	111,0%	-6,2%	15,4%	#DIV/0!	#DIV/0!	21,9%	-7,3%	9,0%
94	-6,1%	68,0%	11,5%	-21,6%	11,0%	-31,1%	-62,4%	-21,6%	15,1%	-4,8%	15,2%	-12,9%	-44,2%	3,6%	-23,8%	#DIV/0!	#DIV/0!	254,1%	3,6%	-14,2%
Petite couronne	-22,0%	29,3%	-13,0%	-6,5%	0,7%	-26,3%	-55,0%	-20,4%	29,2%	-22,5%	17,2%	-1,5%	-8,2%	2,4%	-14,7%	#DIV/0!	#DIV/0!	76,7%	2,4%	4,7%
77	-43,3%	216,5%	-24,9%	-9,1%	14,5%	-10,6%	-38,7%	1,2%	-37,9%	-17,2%	-74,1%	-27,2%	-56,6%	8,6%	0,1%	#DIV/0!	#DIV/0!	-25,1%	6,0%	-24,8%
78	-37,0%	41,6%	-14,1%	19,2%	25,2%	18,0%	82,3%	30,0%	-24,0%	-41,1%	#DIV/0!	-11,8%	162,9%	-3,5%	-30,5%	#DIV/0!	#DIV/0!	42,2%	-3,9%	-35,5%
91	-4,7%	-18,4%	-7,7%	22,0%	16,4%	33,9%	-25,5%	10,5%	-22,8%	-30,6%	25,8%	171,7%	64,3%	-6,8%	66,7%	#DIV/0!	#DIV/0!	22,6%	-6,0%	-3,5%
95	-49,9%	220,0%	-27,3%	2,1%	5,1%	-37,2%	-27,2%	-5,6%	27,4%	-33,3%	-10,1%	201,6%	-62,1%	0,4%	20,0%	#DIV/0!	#DIV/0!	4,3%	10,7%	-23,6%
Grande couronne	-36,7%	73,1%	-19,4%	8,3%	14,0%	-0,1%	-10,0%	8,8%	-14,7%	-31,0%	0,1%	19,0%	45,5%	-1,1%	5,0%	#DIV/0!	#DIV/0!	27,2%	0,8%	-23,3%
Total RIF	-29,9%	26,2%	-12,4%	3,5%	0,2%	-6,4%	-50,3%	-11,8%	-9,5%	-32,4%	-1,1%	6,9%	8,0%	1,2%	-20,2%	130,1%	-31,5%	69,2%	232,1%	-16,7%

T 4. Paris - Synthèse 2002 / 2001		AIDE de l'ETAT				Autres Subventions					Prêts				Valeurs en k€			
	Nb de logis	Coût TOTAL (Prix de revient)	subvent. principale Etat (art 10)	Surcharge Foncière Etat (art 20)	subvent. spécifique Etat (art 20)	TOTAL subvent. ETAT	Le 1% privilégié (Milliard)	Région	Départ.	Ville	AUTRE	Prêt CDC	1% normal (tous taxes)	Prêt Ville	Autres	Fonds Propres	Valeur Garantie ville	Valeur baisse TVA Etat
<b>2002</b>																		
Total général	2 438	317 798	24 309	35 349	5 082	64 741	7 132	9 016	0	95 401	3 384	136 317	10 871	40 499	0	20 438	27 263	4 707
Moyenne/logt		142,64	9,97	14,50	2,08	26,55	2,93	3,70	0,00	22,72	1,39	55,91	4,46	16,59	0,00	9,30	11,18	1,93
%/Prix de revient			7,0%	10,2%	1,5%	18,6%	2,1%	2,6%	0,0%	15,9%	1,0%	39,2%	3,1%	11,6%	0,0%	5,9%	7,8%	1,4%
Total Ancien	2 134	308 534	22 940	33 883	5 082	61 904	7 032	6 574	0	46 813	1 958	120 654	10 101	34 922	0	18 574	24 131	0
Moyenne/logt		144,58	10,75	15,88	2,38	29,01	3,30	3,08	0,00	21,94	0,92	56,54	4,73	16,36	0,00	8,70	11,31	0,00
%/Prix de revient			7,4%	11,0%	1,6%	20,1%	2,3%	2,1%	0,0%	15,2%	0,6%	39,1%	3,3%	11,3%	0,0%	6,0%	7,8%	0,0%
Total Neuf	304	39 224	1 369	1 467	0	2 836	100	2 441	0	8 588	1 426	15 663	770	5 537	0	1 863	3 133	4 707
Moyenne/logt		129,03	4,50	4,83	0,00	9,33	0,33	8,03	0,00	28,25	4,69	51,52	2,53	18,21	0,00	6,13	10,30	15,48
%/Prix de revient			3,5%	3,7%	0,0%	7,2%	0,3%	6,2%	0,0%	21,9%	3,6%	39,9%	2,0%	14,1%	0,0%	4,8%	8,0%	12,0%
Total AA	537	75 483	6 294	8 036	2 910	17 240	2 475	4 806	0	12 807	738	15 004	5 325	9 201	0	7 886	3 001	0
Moyenne/logt		140,56	11,72	14,96	5,42	32,10	4,61	8,95	0,00	23,85	1,37	27,94	9,92	17,13	0,00	14,69	5,59	0,00
%/Prix de revient			8,3%	10,6%	3,9%	22,8%	3,3%	6,4%	0,0%	17,0%	1,0%	19,9%	7,1%	12,2%	0,0%	10,4%	4,0%	0,0%
Total AST	1 597	233 050	16 646	25 647	2 172	44 664	4 556	1 768	0	34 006	1 220	105 650	4 777	25 721	0	10 688	21 130	0
Moyenne/logt		145,93	10,42	16,18	1,36	27,97	2,85	1,11	0,00	21,29	0,76	66,16	2,99	16,11	0,00	6,69	13,23	0,00
%/Prix de revient			7,1%	11,1%	0,9%	19,2%	2,0%	0,8%	0,0%	14,6%	0,5%	45,3%	2,0%	11,0%	0,0%	4,6%	9,1%	0,0%
<b>2001</b>																		
TOTAL Général 2001	2 402	320 779	26 288	35 681	12 647	74 616	11 217	14 899	724	54 302	1 938	110 359	21 597	19 399	3 135	9 592	2 115	7 488
Moyenne/logt		133,55	10,94	14,85	5,27	31,06	4,67	6,20	0,30	22,61	0,81	45,94	8,99	8,08	1,31	3,58	8,88	3,12
% / Prix de Revient			8,2%	11,1%	3,9%	23,3%	3,5%	4,6%	0,2%	16,9%	0,6%	34,4%	6,7%	6,0%	1,0%	2,7%	0,7%	2,3%
Total Ancien	1 913	241 290	21 965	32 699	11 263	65 928	10 126	11 310	412	41 165	827	78 068	17 642	10 644	2 058	3 118	1 497	0
Moyenne/logt		126,13	11,48	17,09	5,89	34,46	5,29	5,91	0,22	21,52	0,43	40,80	9,22	5,56	1,08	1,63	0,78	0,00
% / Prix de Revient			9,1%	13,6%	4,7%	27,3%	4,2%	4,7%	0,2%	17,1%	0,3%	32,4%	7,3%	4,4%	0,9%	1,3%	0,6%	0,0%
Total Neuf	489	79 488	4 323	2 981	1 383	8 688	1 091	3 590	313	13 136	1 111	32 299	3 955	8 755	1 077	5 474	618	7 488
Moyenne/logt		162,55	8,84	6,10	2,83	17,77	2,23	7,34	0,64	26,86	2,27	66,05	8,09	17,90	2,20	11,19	1,26	15,31
% / Prix de Revient			5,4%	3,8%	1,7%	10,9%	1,4%	4,5%	0,4%	16,5%	1,4%	40,6%	5,0%	11,0%	1,4%	6,9%	0,8%	9,4%
<b>Comparaison 2002/2001</b>																		
Total général	1,5%	8,4%	-7,5%	-0,9%	-59,8%	-13,2%	-36,4%	-39,5%	-100,0%	2,0%	74,6%	23,5%	49,7%	108,6%	-100,0%	137,9%	1188,9%	-37,1%
Moyenne/logt		6,8%	-8,9%	-2,4%	-60,4%	-14,5%	-37,4%	-40,4%	-100,0%	0,5%	72,1%	21,7%	50,4%	105,5%	-100,0%	134,4%	1169,9%	-38,1%
Total Ancien	11,6%	27,9%	4,4%	3,6%	-54,9%	-6,1%	-30,6%	-41,9%	-100,0%	13,7%	136,8%	54,6%	-42,7%	228,1%	-100,0%	495,8%	1511,6%	#DIV/0!
Moyenne/logt		14,6%	-6,4%	-7,1%	-59,6%	-15,8%	-37,8%	-47,9%	-100,0%	1,9%	112,3%	38,6%	-48,7%	194,1%	-100,0%	434,1%	1344,7%	#DIV/0!
Total Neuf	-37,8%	-50,7%	-68,3%	-50,8%	-100,0%	-67,4%	-90,8%	-32,0%	-100,0%	-34,6%	28,4%	-51,5%	80,5%	-36,8%	-100,0%	-66,0%	407,0%	-37,1%
Moyenne/logt		-20,6%	-49,0%	-20,9%	-100,0%	-47,5%	-85,3%	9,4%	-100,0%	5,2%	106,5%	-22,0%	68,7%	1,7%	-100,0%	-45,2%	715,5%	1,1%

T 5. 92 - Synthèse 2002 / 2001			AIDE de l'ETAT				Autres Subventions					Prêts				Valeurs en k€		
	Nb de logis	Coût TOTAL (Prix de revient)	subvent. principale Etat (art 10)	Surcharge Foncière Etat (art 20)	subvent. spécif. Etat (art 20)	TOTAL subvent. ETAT	Le 1% privilégié (Milliard)	Région	Départ.	Ville	AUTRE	Prêt CDC	1% normal (tous taux)	Prêt Ville	Autres	Fonds Propres	Valeur Garantie ville	Valeur baisse TVA Etat
<b>2002</b>																		
Total général	1 418	176 498	10 050	7 210	1 248	18 518	7 083	3 327	8 914	9 586	2 427	102 208	10 198	0	0	14 238	2 044	18 336
Moyenne/logt		124,47	7,09	5,09	0,88	13,06	5,00	2,35	6,29	6,76	1,71	72,00	7,19	0,00	0,00	10,04	1,44	12,93
%/Prix de revient			5,7%	4,1%	0,7%	10,5%	4,0%	1,9%	5,1%	5,4%	1,4%	57,9%	5,8%	0,0%	0,0%	8,1%	1,2%	10,4%
Total Ancien	248	23 699	2 164	1 238	368	3 770	0	202	1 832	1 300	764	11 213	1 600	0	0	2 967	224	0
Moyenne/logt		95,56	8,73	4,99	1,49	15,20	0,00	0,82	7,39	5,24	3,08	45,24	6,65	0,00	0,00	11,96	0,90	0,00
%/Prix de revient			9,1%	5,2%	1,6%	15,9%	0,0%	0,9%	7,7%	5,5%	3,2%	47,3%	7,0%	0,0%	0,0%	12,5%	0,9%	0,0%
Total Neuf	1 170	152 799	7 891	5 977	880	14 748	7 083	3 124	7 082	8 285	1 663	90 995	8 547	0	0	11 271	1 820	18 336
Moyenne/logt		130,60	6,74	5,11	0,75	12,61	6,05	2,67	6,05	7,08	1,42	77,77	7,31	0,00	0,00	9,63	1,56	15,67
%/Prix de revient			5,2%	3,9%	0,6%	9,7%	4,6%	2,0%	4,6%	5,4%	1,1%	59,6%	5,6%	0,0%	0,0%	7,4%	1,2%	12,0%
Total AA	142	8 329	1 165	388	368	1 921	0	188	949	418	101	3 635	301	0	0	818	73	0
Moyenne/logt		58,66	8,20	2,73	2,59	13,53	0,00	1,32	6,69	2,94	0,71	25,60	2,12	0,00	0,00	5,76	0,51	0,00
%/Prix de revient			14,0%	4,7%	4,4%	23,1%	0,0%	2,3%	11,4%	5,0%	1,2%	43,6%	3,6%	0,0%	0,0%	9,8%	0,9%	0,0%
Total AST	106	15 370	1 000	850	0	1 850	0	15	803	803	664	7 578	1 350	0	0	2 149	152	0
Moyenne/logt		145,00	9,43	8,02	0,00	17,45	0,00	0,14	8,33	8,33	6,26	71,49	12,73	0,00	0,00	20,28	1,43	0,00
%/Prix de revient			6,5%	5,5%	0,0%	12,8%	0,0%	0,1%	5,7%	5,7%	4,3%	49,3%	8,8%	0,0%	0,0%	14,0%	1,0%	0,0%
<b>2001</b>																		
TOTAL Général 2001	1 811	215 620	14 844	11 701	5 788	32 252	5 435	7 392	9 659	10 503	2 507	119 430	17 911	0	0	10 530	2 389	19 069
Moyenne/logt		119,06	8,20	6,46	3,15	17,81	3,00	4,08	5,33	5,80	1,38	65,95	9,99	0,00	0,00	5,81	1,32	10,53
% / Prix de Revient			6,9%	5,4%	2,6%	15,0%	2,5%	3,4%	4,5%	4,9%	1,2%	55,4%	8,3%	0,0%	0,0%	4,9%	1,1%	8,8%
Total Ancien	396	96 711	4 341	5 970	1 183	11 494	678	1 190	3 057	5 234	0	30 834	2 299	0	0	1 965	617	0
Moyenne/logt		143,21	10,96	15,08	2,99	29,02	1,71	3,01	7,72	13,22	0,00	77,86	5,70	0,00	0,00	4,96	1,56	0,00
% / Prix de Revient			7,7%	10,5%	2,1%	20,3%	1,2%	2,1%	5,4%	9,2%	0,0%	54,4%	4,0%	0,0%	0,0%	3,5%	1,1%	0,0%
Total Neuf	1 415	158 909	10 503	5 731	4 525	20 759	4 756	6 202	6 602	5 269	2 507	88 596	15 653	0	0	8 565	1 772	19 069
Moyenne/logt		112,30	7,42	4,05	3,20	14,67	3,36	4,38	4,67	3,72	1,77	62,61	11,06	0,00	0,00	6,05	1,25	13,48
% / Prix de Revient			6,6%	3,6%	2,8%	13,1%	3,0%	3,9%	4,2%	3,3%	1,6%	55,8%	9,9%	0,0%	0,0%	5,4%	1,1%	12,0%
<b>Comparaison 2002/2001</b>																		
Total général	-21,7%	-48,1%	-32,3%	-38,3%	-78,1%	-42,6%	30,3%	-55,0%	-7,7%	-8,7%	-3,2%	-14,4%	43,1%	#DIV/0!	#DIV/0!	35,2%	-14,4%	-3,8%
Moyenne/logt		4,5%	-13,5%	-21,3%	-72,1%	-26,7%	66,4%	-42,5%	17,9%	16,6%	23,6%	9,3%	27,3%	#DIV/0!	#DIV/0!	72,7%	9,3%	22,8%
Total Ancien	37,4%	58,2%	-50,1%	-79,3%	-68,9%	-67,2%	-100,0%	-83,0%	-40,1%	-75,2%	#DIV/0!	63,6%	26,9%	#DIV/0!	#DIV/0!	51,0%	-63,6%	#DIV/0!
Moyenne/logt		33,3%	-20,4%	-46,9%	-50,3%	-47,6%	-100,0%	-72,9%	4,3%	-60,3%	#DIV/0!	41,9%	16,7%	#DIV/0!	#DIV/0!	141,1%	-41,9%	#DIV/0!
Total Neuf	-17,3%	-3,8%	-24,9%	4,3%	80,5%	-29,0%	48,9%	-49,6%	7,3%	97,2%	33,7%	2,7%	45,4%	#DIV/0!	#DIV/0!	31,6%	2,7%	-3,8%
Moyenne/logt		16,3%	9,1%	26,1%	-76,5%	-14,1%	80,1%	-39,1%	29,7%	90,2%	-19,8%	24,2%	34,0%	#DIV/0!	#DIV/0!	99,2%	24,2%	16,3%

T 6. 93 - Synthèse 2002 / 2001		AIDE de l'ETAT					Autres Subventions					Prêts				Valeurs en k€		
	Nb de logis	Coût TOTAL (Prix de revient)	subvent. principale Etat (art 10)	Surcharge, Foncière Etat (art 20)	subvent. spécifique, Etat (art 20)	TOTAL subvent. ETAT	Le 1% privilégié (Milliard)	Région	Départ.	Ville	AUTRE	Prêt CDC	1% normal (tous taux)	Prêt Ville	Autres	Fonds Propres	Valeur Garantie ville	Valeur baisse TVA Etat
<b>2002</b>																		
Total général	1 193	86 515	9 671	1 494	3 304	14 469	2 997	4 233	0	1 961	1 793	42 690	14 383	0	74	3 994	795	8 528
Moyenne/logt		72,52	8,11	1,25	2,77	12,13	2,51	3,55	0,00	1,64	1,50	35,75	12,06	0,00	0,06	3,31	0,67	7,15
%/Prix de revient			11,2%	1,7%	3,8%	16,7%	3,5%	4,9%	0,0%	2,3%	2,1%	49,3%	16,6%	0,0%	0,1%	4,6%	0,9%	9,9%
Total Ancien	347	15 451	3 466	297	1 810	5 533	22	644	0	333	77	2 431	5 564	0	74	773	39	0
Moyenne/logt		44,53	9,99	0,74	5,22	15,94	0,06	1,86	0,00	0,96	0,22	7,01	16,03	0,00	0,21	2,23	0,11	0,00
%/Prix de revient			22,4%	1,7%	11,7%	35,8%	0,1%	4,2%	0,0%	2,2%	0,5%	15,7%	36,0%	0,0%	0,5%	5,0%	0,3%	0,0%
Total Neuf	846	71 064	6 205	1 237	1 494	8 936	2 975	3 589	0	1 628	1 716	40 219	8 819	0	0	3 181	756	8 528
Moyenne/logt		84,00	7,33	1,46	1,77	10,56	3,52	4,24	0,00	1,92	2,03	47,54	10,42	0,00	0,00	3,76	0,89	10,08
%/Prix de revient			8,7%	1,7%	2,1%	12,6%	4,2%	5,1%	0,0%	2,3%	2,4%	56,6%	12,4%	0,0%	0,0%	4,5%	1,1%	12,0%
Total AA	324	13 692	3 161	257	1 062	4 480	22	644	0	333	77	2 216	5 072	0	74	773	35	0
Moyenne/logt		42,26	9,76	0,79	3,28	13,83	0,07	1,99	0,00	1,03	0,24	6,84	15,65	0,00	0,23	2,39	0,11	0,00
%/Prix de revient			23,1%	1,9%	7,8%	32,7%	0,2%	4,7%	0,0%	2,4%	0,6%	16,2%	37,0%	0,0%	0,5%	5,6%	0,3%	0,0%
Total AST	23	1 759	305	0	748	1 052	0	0	0	0	0	215	492	0	0	0	4	0
Moyenne/logt		76,49	13,25	0,00	32,50	45,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9,36	21,38	0,00	0,00	0,00	0,19	0,00
%/Prix de revient			17,3%	0,0%	42,5%	99,8%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	12,2%	27,9%	0,0%	0,0%	0,0%	0,2%	0,0%
<b>2001</b>																		
TOTAL Général 2001	1 601	118 616	10 859	2 841	6 127	19 827	3 937	6 264	0	3 703	1 020	62 322	17 094	0	0	4 447	1 176	10 646
Moyenne/logt		74,09	6,78	1,77	3,83	12,38	2,46	3,91	0,00	2,31	0,64	38,93	10,68	0,00	0,00	2,78	0,73	6,65
% / Prix de Revient			9,2%	2,4%	5,2%	16,7%	3,3%	5,3%	0,0%	3,1%	0,9%	52,5%	14,4%	0,0%	0,0%	3,7%	1,0%	9,8%
Total Ancien	169	10 928	1 143	761	636	2 540	96	1 201	0	703	20	4 516	996	0	0	897	90	0
Moyenne/logt		64,66	6,76	4,50	3,76	15,03	0,57	7,10	0,00	4,16	0,12	26,72	5,66	0,00	0,00	5,31	0,53	0,00
% / Prix de Revient			10,5%	7,0%	5,8%	23,2%	0,9%	11,0%	0,0%	6,4%	0,2%	41,3%	8,7%	0,0%	0,0%	8,2%	0,8%	0,0%
Total Neuf	1 432	107 688	9 716	2 080	5 491	17 287	3 841	5 064	0	3 001	1 000	57 807	16 138	0	0	3 549	1 086	10 646
Moyenne/logt		75,20	6,78	1,45	3,83	12,07	2,68	3,54	0,00	2,10	0,70	40,37	11,27	0,00	0,00	2,48	0,76	7,43
% / Prix de Revient			9,0%	1,9%	5,1%	16,1%	3,6%	4,7%	0,0%	2,8%	0,9%	53,7%	15,0%	0,0%	0,0%	3,3%	1,0%	9,9%
<b>Comparaison 2002/2001</b>																		
Total général	-25,5%	-27,1%	-10,9%	-47,4%	-46,1%	-27,0%	-23,9%	-32,4%	#DIV/0!	-47,1%	75,8%	-31,6%	-15,9%	#DIV/0!	#DIV/0!	-11,1%	-32,4%	-19,9%
Moyenne/logt		-2,1%	19,5%	-29,4%	-27,6%	-2,1%	2,1%	9,3%	#DIV/0!	28,9%	135,9%	-8,2%	12,9%	#DIV/0!	#DIV/0!	19,3%	9,3%	7,5%
Total Ancien	105,3%	41,4%	203,3%	-66,2%	184,7%	117,8%	-77,6%	-46,3%	#DIV/0!	52,7%	286,5%	-46,2%	482,8%	#DIV/0!	#DIV/0!	-13,8%	-56,4%	#DIV/0!
Moyenne/logt		-31,1%	47,7%	-83,6%	38,6%	6,1%	-89,1%	-73,9%	#DIV/0!	-76,9%	88,2%	-73,8%	183,4%	#DIV/0!	#DIV/0!	-58,0%	-78,8%	#DIV/0!
Total Neuf	-40,9%	-34,0%	-36,1%	-40,5%	-72,8%	-48,3%	-22,9%	-29,1%	#DIV/0!	-45,7%	71,6%	-30,4%	-45,4%	#DIV/0!	#DIV/0!	-10,4%	-30,4%	-19,9%
Moyenne/logt		11,7%	8,1%	0,7%	-53,9%	-12,5%	31,1%	20,0%	#DIV/0!	-8,2%	190,4%	17,8%	-7,5%	#DIV/0!	#DIV/0!	51,7%	17,8%	35,6%

T 7. 94 - Synthèse 2002 / 2001		AIDE de l'ETAT					Autres Subventions					Prêts				Valeurs en kt		
	Nb de logis	Coût TOTAL (Prix de revient)	subvent. principale Etat (art 10)	Surcharn. Foncière Etat (art 20)	subvent. spécif. Etat (art 20)	TOTAL subvent. ETAT	Le 1% privilégié (Milliard)	Région	Départ.	Ville	AUTRE	Prêt CDC	1% normal (tous taux)	Prêt Ville	Autres	Fonds Propres	Valeur Garantie ville	Valeur baisse TVA Etat
<b>2002</b>																		
Total général	1 633	129 950	8 578	3 807	1 846	14 231	4 896	4 356	5 699	2 924	2 975	82 196	6 279	0	188	6 290	1 644	11 336
Moyenne/logt		79,58	5,25	2,33	1,13	8,71	2,97	2,67	3,49	1,79	1,82	50,33	3,84	0,00	0,12	3,83	1,01	6,94
%/Prix de revient			6,6%	2,9%	1,4%	11,0%	3,7%	3,4%	4,4%	2,2%	2,3%	63,2%	4,8%	0,0%	0,1%	4,8%	1,3%	8,7%
Total Ancien	578	35 486	3 031	510	550	4 092	305	1 775	2 923	98	164	23 849	2 237	0	0	443	477	0
Moyenne/logt		61,39	5,24	0,88	0,95	7,08	0,53	3,07	4,37	0,17	0,28	41,26	3,87	0,00	0,00	0,77	0,83	0,00
%/Prix de revient			6,5%	1,4%	1,6%	11,5%	0,9%	5,0%	7,1%	0,3%	0,5%	67,2%	6,3%	0,0%	0,0%	1,2%	1,3%	0,0%
Total Neuf	1 055	94 469	5 547	3 297	1 296	10 140	4 551	2 580	3 176	2 826	2 811	58 348	4 042	0	188	5 807	1 167	11 336
Moyenne/logt		89,54	5,26	3,13	1,23	9,61	4,31	2,45	3,01	2,68	2,66	55,31	3,83	0,00	0,18	5,50	1,11	10,75
%/Prix de revient			5,9%	3,5%	1,4%	10,7%	4,8%	2,7%	3,4%	3,0%	3,0%	61,8%	4,3%	0,0%	0,2%	6,1%	1,2%	12,0%
Total AA	515	30 418	2 981	510	550	4 042	305	1 583	2 183	98	65	19 461	2 237	0	0	443	389	0
Moyenne/logt		59,06	5,79	0,99	1,07	7,85	0,59	3,07	4,24	0,19	0,13	37,79	4,34	0,00	0,00	0,86	0,76	0,00
%/Prix de revient			9,8%	1,7%	1,8%	13,3%	1,0%	5,2%	7,2%	0,3%	0,2%	64,0%	7,4%	0,0%	0,0%	1,5%	1,3%	0,0%
Total AST	63	5 069	50	0	0	50	0	192	340	0	99	4 387	0	0	0	0	80	0
Moyenne/logt		80,45	0,79	0,00	0,00	0,79	0,00	3,05	5,40	0,00	1,57	69,64	0,00	0,00	0,00	0,00	1,39	0,00
%/Prix de revient			1,0%	0,0%	0,0%	1,0%	0,0%	3,8%	6,7%	0,0%	2,0%	86,6%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	1,7%	0,0%
<b>2001</b>																		
TOTAL Général 2001	1 465	148 684	8 839	6 322	5 620	20 781	4 829	5 235	5 662	3 841	6 104	90 781	9 432	0	0	2 020	1 816	15 115
Moyenne/logt		101,49	6,03	4,32	3,84	14,19	3,30	3,57	3,86	2,62	4,17	61,97	6,44	0,00	0,00	1,38	1,24	10,32
% / Prix de Revient			5,9%	4,3%	3,8%	14,0%	3,2%	3,5%	3,8%	2,6%	4,1%	61,4%	6,3%	0,0%	0,0%	1,4%	1,2%	10,2%
Total Ancien	342	22 726	2 434	636	687	3 758	387	903	1 441	482	390	13 463	1 649	0	0	291	269	0
Moyenne/logt		66,45	7,12	1,86	2,01	10,99	1,13	2,64	4,21	1,41	1,02	39,37	4,82	0,00	0,00	0,85	0,79	0,00
% / Prix de Revient			10,7%	2,8%	3,0%	16,5%	1,7%	4,0%	6,3%	2,1%	1,5%	59,2%	7,3%	0,0%	0,0%	1,3%	1,2%	0,0%
Total Neuf	1 123	125 959	6 405	5 686	4 932	17 023	4 442	4 332	4 220	3 359	5 753	77 318	7 783	0	0	1 729	1 546	15 115
Moyenne/logt		112,16	5,70	5,06	4,39	15,16	3,96	3,86	3,76	2,99	5,12	68,85	6,93	0,00	0,00	1,54	1,38	13,46
% / Prix de Revient			5,1%	4,5%	3,9%	13,5%	3,5%	3,4%	3,4%	2,7%	4,6%	61,4%	6,2%	0,0%	0,0%	1,4%	1,2%	12,0%
<b>Comparaison 2002/2001</b>																		
Total général	11,5%	-12,6%	-3,0%	-39,8%	-67,2%	-31,5%	0,6%	-46,8%	0,7%	-23,9%	-51,3%	-9,5%	-33,4%	#DIV/0!	#DIV/0!	209,5%	-9,5%	-25,0%
Moyenne/logt		21,6%	-12,9%	-46,0%	-78,5%	-38,6%	9,8%	-25,4%	9,7%	-31,7%	-56,3%	-18,8%	-40,3%	#DIV/0!	#DIV/0!	177,6%	-18,8%	-32,7%
Total Ancien	69,0%	56,2%	24,5%	-19,3%	-20,0%	8,9%	-21,2%	96,6%	75,1%	-79,6%	53,1%	77,1%	35,6%	#DIV/0!	#DIV/0!	52,3%	77,1%	#DIV/0!
Moyenne/logt		-7,6%	-26,3%	-52,6%	-52,6%	-35,6%	-53,3%	16,3%	3,6%	-88,0%	-72,2%	4,8%	-19,8%	#DIV/0!	#DIV/0!	-9,9%	4,8%	#DIV/0!
Total Neuf	-6,1%	25,0%	-13,4%	-42,0%	-73,7%	-40,4%	2,9%	-40,4%	-24,8%	-15,9%	51,1%	-24,5%	48,1%	#DIV/0!	#DIV/0!	239,9%	24,5%	-25,0%
Moyenne/logt		20,2%	7,8%	-38,3%	-72,0%	-36,6%	9,1%	-36,6%	-19,9%	-10,5%	-48,0%	-19,7%	44,7%	#DIV/0!	#DIV/0!	257,6%	-19,7%	-20,2%

T 8. Pte Cour. - Synthèse 2002 / 2001			AIDE de l'ETAT				Autres Subventions					Prêts				Valeurs en k€		
	Nb de logts	Coût TOTAL (Prix de revient)	subvent. principale Etat (art 10)	Surcharg. Foncière Etat (art 20)	subvent. spécifique Etat (art 20)	TOTAL subvent. ETAT	Le 1% privilégié (Milliard)	Région	Départ.	Ville	AUTRE	Prêt CDC	1% normal (tous taux)	Prêt Ville	Autres	Fonds Propres	Valeur Garantie ville	Valeur baisse TVA Etat
<b>2002</b>																		
Total général	4 244	392 968	28 304	12 516	6 398	47 218	14 936	11 916	14 613	14 470	7 196	227 054	30 859	0	263	24 442	4 483	38 200
Moyenne/logt		92,59	6,67	2,95	1,51	11,13	3,52	2,01	3,44	3,41	1,70	53,50	7,27	0,00	0,06	5,76	1,06	9,00
%/Prix de revient			7,2%	3,2%	1,6%	12,0%	3,8%	3,0%	3,7%	3,7%	1,8%	57,8%	7,9%	0,0%	0,1%	6,2%	1,1%	9,7%
Total Ancien	1 173	74 636	8 661	2 005	2 728	13 394	327	2 622	4 355	1 731	1 006	37 493	9 450	0	74	4 183	741	0
Moyenne/logt		63,63	7,38	1,71	2,33	11,42	0,28	2,24	3,71	1,48	0,86	31,96	8,06	0,00	0,06	3,57	0,63	0,00
%/Prix de revient			11,6%	2,7%	3,7%	17,9%	0,4%	3,5%	5,8%	2,3%	1,3%	50,2%	12,7%	0,0%	0,1%	5,6%	1,0%	0,0%
Total Neuf	3 071	318 332	19 643	10 511	3 670	33 824	14 609	9 294	10 258	12 739	6 190	189 562	21 409	0	188	20 259	3 743	38 200
Moyenne/logt		103,66	6,40	3,42	1,19	11,01	4,76	3,05	3,34	4,15	2,02	61,73	6,97	0,00	0,06	6,60	1,22	12,44
%/Prix de revient			6,2%	3,3%	1,2%	10,6%	4,6%	2,9%	3,2%	4,0%	1,9%	59,5%	6,7%	0,0%	0,1%	6,4%	1,2%	12,0%
Total AA	981	52 438	7 307	1 155	1 981	10 442	327	2 416	3 133	849	243	25 312	7 609	0	74	2 034	497	0
Moyenne/logt		53,45	7,45	1,18	2,02	10,64	0,33	2,46	3,19	0,87	0,25	25,80	7,76	0,00	0,08	2,07	0,51	0,00
%/Prix de revient			13,9%	2,2%	3,8%	19,9%	0,6%	4,6%	6,0%	1,6%	0,5%	48,3%	14,5%	0,0%	0,1%	3,9%	0,9%	0,0%
Total AST	192	22 190	1 354	850	748	2 952	0	207	1 223	883	763	12 181	1 841	0	0	2 149	244	0
Moyenne/logt		115,61	7,05	4,43	3,89	15,37	0,00	1,08	6,37	4,60	3,97	63,44	9,59	0,00	0,00	11,19	1,27	0,00
%/Prix de revient			6,1%	3,8%	3,4%	13,3%	0,0%	0,9%	5,5%	4,0%	3,4%	54,9%	8,3%	0,0%	0,0%	9,7%	1,1%	0,0%
<b>2001</b>																		
TOTAL Général 2001	4 877	482 920	34 541	20 864	17 454	72 860	14 201	18 892	15 321	18 047	9 631	272 534	44 437	0	0	16 996	5 380	44 830
Moyenne/logt		99,02	7,08	4,28	3,58	14,94	2,91	3,87	3,14	3,70	1,97	55,88	9,11	0,00	0,00	3,49	1,10	9,19
% / Prix de Revient			7,2%	4,3%	3,6%	15,1%	2,9%	3,9%	3,2%	3,7%	2,0%	56,4%	9,2%	0,0%	0,0%	3,5%	1,1%	9,3%
Total Ancien	997	90 365	7 918	7 367	2 506	17 791	1 161	3 294	4 498	6 419	370	48 813	4 864	0	0	3 154	976	0
Moyenne/logt		99,63	8,73	8,12	2,76	19,62	1,20	3,63	4,96	7,08	0,41	53,02	5,36	0,00	0,00	3,48	1,08	0,00
% / Prix de Revient			8,8%	8,2%	2,8%	19,7%	1,3%	3,6%	5,0%	7,1%	0,4%	54,0%	5,4%	0,0%	0,0%	3,5%	1,1%	0,0%
Total Neuf	3 970	392 556	26 623	13 497	14 948	55 069	13 040	15 598	10 822	11 629	9 261	223 721	39 573	0	0	13 843	4 404	44 830
Moyenne/logt		98,88	6,71	3,40	3,77	13,87	3,28	3,93	2,73	2,93	2,33	56,35	9,97	0,00	0,00	3,49	1,11	11,29
% / Prix de Revient			6,8%	3,4%	3,8%	14,0%	3,3%	4,0%	2,8%	3,0%	2,4%	57,0%	10,1%	0,0%	0,0%	3,5%	1,1%	11,4%
<b>Comparaison 2002/2001</b>																		
Total général	-13,0%	-18,6%	-18,1%	-40,0%	-63,3%	-35,2%	5,2%	-36,9%	-4,6%	-19,8%	-25,3%	-16,7%	-38,6%	#DIV/0!	#DIV/0!	43,8%	-16,7%	-14,8%
Moyenne/logt		-6,5%	-5,8%	-31,1%	-57,9%	-25,5%	20,8%	-27,5%	9,6%	-7,9%	-14,1%	-4,3%	-20,2%	#DIV/0!	#DIV/0!	65,3%	-4,2%	-2,1%
Total Ancien	-29,3%	-17,4%	9,4%	-72,8%	0,9%	-24,7%	-71,9%	-20,4%	-3,2%	-73,0%	171,6%	-23,2%	94,3%	#DIV/0!	#DIV/0!	32,7%	-24,1%	#DIV/0!
Moyenne/logt		-36,1%	-15,4%	-79,0%	-15,8%	-41,8%	-78,3%	-38,4%	-25,1%	-79,1%	110,0%	-40,6%	50,2%	#DIV/0!	#DIV/0!	2,6%	-41,3%	#DIV/0!
Total Neuf	22,6%	-18,9%	-26,2%	-22,1%	-75,4%	-38,6%	12,0%	-40,4%	-5,2%	9,5%	-33,2%	-15,3%	-45,9%	#DIV/0!	#DIV/0!	46,3%	-15,0%	-14,8%
Moyenne/logt		4,8%	4,6%	0,7%	-68,3%	-20,6%	44,8%	-23,0%	22,5%	41,6%	-13,6%	9,5%	-38,1%	#DIV/0!	#DIV/0!	89,2%	9,9%	10,2%

T 9. 77 - Synthèse 2002 / 2001		AIDE de l'ETAT					Autres Subventions					Prêts				Valeurs en k€		
	Nb de logts	Coût TOTAL (Prix de revient)	subvent. principale Etat (art 10)	Surcharg. Foncière Etat (art 20)	subvent. spécifique, Etat (art 20)	TOTAL subvent. ETAT	Le 1% privilégié (Milliard)	Région	Départ.	Ville	AUTRE	Prêt CDC	1% normal (tous taux)	Prêt Ville	Autres	Fonds Propres	Valeur Garantie ville	Valeur baisse TVA Etat
<b>2002</b>																		
Total général	898	70 494	6 438	935	967	8 339	1 714	4 101	407	340	195	48 998	4 884	0	0	1 595	979	6 486
Moyenne/logt		78,50	7,17	1,04	1,08	9,29	1,91	4,57	0,45	0,38	0,22	54,52	5,44	0,00	0,00	1,73	1,09	7,22
%/Prix de revient			9,1%	1,3%	1,4%	11,8%	2,4%	5,8%	0,6%	0,5%	0,3%	69,4%	6,9%	0,0%	0,0%	2,2%	1,4%	9,2%
Total Ancien	269	16 447	2 525	0	90	2 615	28	552	197	0	51	11 912	676	0	0	417	238	0
Moyenne/logt		61	9,4	0,0	0,3	9,7	0,1	2,1	0,7	0,0	0,2	44,3	2,5	0,0	0,0	1,5	0,9	0,0
%/Prix de revient			15,4%	0,0%	0,5%	15,9%	0,2%	3,4%	1,2%	0,0%	0,3%	72,4%	4,1%	0,0%	0,0%	2,5%	1,4%	0,0%
Total Neuf	629	54 047	3 913	935	876	5 724	1 686	3 549	210	340	145	37 046	4 208	0	0	1 139	741	6 486
Moyenne/logt		85,93	6,22	1,49	1,39	9,10	2,68	5,64	0,33	0,54	0,23	58,90	6,69	0,00	0,00	1,81	1,18	10,31
%/Prix de revient			7,2%	1,7%	1,6%	10,6%	3,1%	6,6%	0,4%	0,6%	0,3%	68,5%	7,8%	0,0%	0,0%	2,1%	1,4%	12,0%
Total AA	269	16 447	2 525	0	90	2 615	28	552	197	0	51	11 912	676	0	0	417	238	0
Moyenne/logt		61,1	9,4	0,0	0,3	9,7	0,1	2,1	0,7	0,0	0,2	44,3	2,5	0,0	0,0	1,5	0,9	0,0
%/Prix de revient			15,4%	0,0%	0,5%	15,9%	0,2%	3,4%	1,2%	0,0%	0,3%	72,4%	4,1%	0,0%	0,0%	2,5%	1,4%	0,0%
Total AST	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Moyenne/logt		#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
%/Prix de revient			#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
<b>2001</b>																		
TOTAL Général 2001	1 195	103 212	8 232	1 530	2 300	12 070	4 038	7 256	2 300	604	659	66 017	7 145	0	0	3 043	1 353	12 619
Moyenne/logt		86,37	6,89	1,28	1,93	10,10	3,38	6,07	1,92	0,57	0,55	55,24	5,98	0,00	0,00	2,55	1,13	10,56
% / Prix de Revient			8,0%	1,5%	2,2%	11,7%	3,9%	7,0%	2,2%	0,7%	0,6%	64,0%	6,9%	0,0%	0,0%	2,9%	1,3%	12,2%
Total Ancien	85	7 480	1 189	161	301	1 652	0	1 087	188	96	44	3 271	1 087	0	0	96	65	0
Moyenne/logt		88,00	13,99	1,90	3,54	19,43	0,00	12,78	2,21	1,13	0,52	38,48	12,79	0,00	0,00	0,66	0,77	0,00
% / Prix de Revient			15,9%	2,2%	4,0%	22,1%	0,0%	14,5%	2,5%	1,3%	0,6%	43,7%	14,5%	0,0%	0,0%	0,8%	0,9%	0,0%
Total Neuf	1 110	95 732	7 043	1 369	2 007	10 419	4 038	6 169	2 113	508	615	62 746	6 058	0	0	2 986	1 287	12 619
Moyenne/logt		86,24	6,34	1,23	1,81	9,39	3,64	5,56	1,90	0,53	0,55	56,53	5,46	0,00	0,00	2,69	1,16	11,37
% / Prix de Revient			7,4%	1,4%	2,1%	10,9%	4,2%	6,4%	2,2%	0,6%	0,6%	65,5%	6,3%	0,0%	0,0%	3,1%	1,3%	13,2%
<b>Comparaison 2002/2001</b>																		
Total général	24,9%	31,7%	-21,8%	-38,9%	-58,1%	-30,9%	-57,6%	-43,5%	-82,3%	-50,3%	-70,4%	-25,8%	-31,6%	#DIV/0!	#DIV/0!	-48,9%	-27,6%	-48,6%
Moyenne/logt		-9,1%	4,1%	-18,7%	-44,3%	8,1%	-43,5%	-24,8%	-76,5%	-33,9%	-60,6%	-1,3%	-9,0%	#DIV/0!	#DIV/0!	-32,0%	-3,7%	-31,6%
Total Ancien	216,5%	119,9%	112,3%	-100,0%	-70,0%	58,3%	#DIV/0!	-49,2%	4,9%	-100,0%	15,4%	264,2%	-37,0%	#DIV/0!	#DIV/0!	638,5%	264,2%	#DIV/0!
Moyenne/logt		-38,5%	-32,9%	-100,0%	-98,5%	-50,0%	#DIV/0!	-84,0%	-66,9%	-100,0%	-63,5%	15,1%	-80,3%	#DIV/0!	#DIV/0!	133,4%	15,1%	#DIV/0!
Total Neuf	43,3%	43,5%	-44,4%	-31,7%	-56,3%	-45,1%	-58,2%	-42,5%	-90,0%	-42,2%	-76,5%	-41,0%	-30,5%	#DIV/0!	#DIV/0!	-61,9%	-42,4%	-48,6%
Moyenne/logt		-0,4%	-2,0%	20,5%	-22,9%	-3,0%	-26,3%	1,5%	-82,4%	2,0%	-58,5%	4,2%	22,6%	#DIV/0!	#DIV/0!	-32,7%	1,6%	9,3%

T 10. 78 - Synthèse 2002 / 2001		AIDE de l'ETAT					Autres Subventions					Prêts				Valeurs en kt		
	Nb de logis	Coût TOTAL (Prix de revient)	subvent. principale Etat (art 10)	Surcharn. Foncière Etat (art 20)	subvent. spécif. Etat (art 20)	TOTAL subvent. ETAT	Le 1 % privilégié (Milliard)	Région	Départ.	Ville	AUTRE	Prêt CDC	1 % normal (tous taux)	Prêt Ville	Autres	Fonds Propres	Valeur Garantie ville	Valeur baisse TVA Etat
<b>2002</b>																		
Total général	907	94 089	8 389	2 563	2 029	12 980	4 004	2 837	0	1 696	2 964	53 328	7 124	0	1 610	7 946	1 067	6 527
Moyenne/logt		103,74	9,25	2,83	2,24	14,31	4,42	3,13	0,00	1,07	2,83	58,80	7,85	0,00	1,78	8,76	1,18	7,20
%/Prix de revient			8,9%	2,7%	2,2%	13,8%	4,3%	3,0%	0,0%	1,8%	2,7%	56,7%	7,6%	0,0%	1,7%	8,4%	1,1%	6,9%
Total Ancien	436	39 700	4 952	1 188	1 432	7 172	460	1 535	0	301	226	23 218	3 962	0	520	2 387	464	0
Moyenne/logt		91,06	10,44	2,73	3,28	16,45	1,06	3,52	0,00	0,69	0,52	53,25	9,09	0,00	1,19	5,29	1,07	0,00
%/Prix de revient			11,5%	3,0%	3,6%	18,1%	1,2%	3,9%	0,0%	0,8%	0,6%	58,5%	10,0%	0,0%	1,3%	5,8%	1,2%	0,0%
Total Neuf	471	54 389	3 837	1 374	597	5 808	3 544	1 302	0	1 395	2 339	30 110	3 162	0	1 090	5 639	602	6 527
Moyenne/logt		115,48	8,15	2,92	1,27	12,33	7,52	2,76	0,00	2,96	4,97	63,93	6,71	0,00	2,31	11,97	1,28	13,86
%/Prix de revient			7,1%	2,5%	1,1%	10,7%	6,5%	2,4%	0,0%	2,6%	4,3%	55,4%	5,8%	0,0%	2,0%	10,4%	1,1%	12,0%
Total AA	434	39 336	4 503	1 173	1 322	6 997	460	1 508	0	294	207	23 171	3 896	0	520	2 282	463	0
Moyenne/logt		90,64	10,37	2,70	3,05	16,12	1,06	3,48	0,00	0,68	0,48	53,39	8,98	0,00	1,20	5,26	1,07	0,00
%/Prix de revient			11,4%	3,0%	3,4%	17,8%	1,2%	3,8%	0,0%	0,7%	0,5%	58,9%	9,9%	0,0%	1,3%	5,8%	1,2%	0,0%
Total AST	2	364	49	15	110	175	0	26	0	7	19	47	66	0	0	24	1	0
Moyenne/logt		182,22	24,69	7,49	55,13	87,31	0,00	13,24	0,00	3,75	9,50	23,37	32,87	0,00	0,00	12,19	0,47	0,00
%/Prix de revient			13,9%	4,1%	30,3%	47,9%	0,0%	7,3%	0,0%	2,1%	5,2%	12,8%	18,0%	0,0%	0,0%	6,7%	0,3%	0,0%
<b>2001</b>																		
TOTAL Général 2001	1 056	91 920	6 547	2 122	1 088	9 757	5 145	4 702	0	1 879	953	54 004	10 000	0	0	5 450	1 080	9 879
Moyenne/logt		87,05	6,20	2,01	1,03	9,24	4,87	4,45	0,00	1,78	0,90	51,14	9,48	0,00	0,00	5,17	1,02	9,36
% / Prix de Revient			7,1%	2,3%	1,2%	10,6%	5,6%	5,1%	0,0%	2,0%	1,0%	58,8%	10,9%	0,0%	0,0%	5,9%	1,2%	10,7%
Total Ancien	308	15 608	2 471	802	454	3 728	792	283	0	345	119	8 371	1 514	0	0	457	167	0
Moyenne/logt		50,68	8,02	2,60	1,47	12,10	2,57	0,92	0,00	1,12	0,39	27,18	4,92	0,00	0,00	1,48	0,54	0,00
% / Prix de Revient			15,8%	5,1%	2,9%	23,9%	5,1%	1,8%	0,0%	2,2%	0,8%	53,6%	9,7%	0,0%	0,0%	2,9%	1,1%	0,0%
Total Neuf	748	76 312	4 076	1 320	634	6 029	4 353	4 420	0	1 534	834	45 633	8 484	0	0	5 001	913	9 879
Moyenne/logt		102,02	5,45	1,76	0,85	8,06	5,82	5,91	0,00	2,05	1,11	61,01	11,36	0,00	0,00	6,69	1,22	13,21
% / Prix de Revient			5,3%	1,7%	0,8%	7,9%	5,7%	5,8%	0,0%	2,0%	1,1%	59,8%	11,1%	0,0%	0,0%	6,6%	1,2%	12,9%
<b>Comparaison 2002/2001</b>																		
Total général	-14,1%	2,4%	28,1%	20,8%	86,6%	33,0%	-22,2%	-39,7%	#DIV/0!	-9,8%	169,1%	-1,3%	-28,8%	#DIV/0!	#DIV/0!	45,6%	-1,3%	-33,9%
Moyenne/logt		19,2%	49,2%	40,6%	117,2%	54,9%	-9,4%	-29,8%	#DIV/0!	5,1%	213,3%	15,0%	-17,1%	#DIV/0!	#DIV/0!	69,5%	15,0%	-23,1%
Total Ancien	41,6%	154,4%	84,2%	48,1%	215,5%	92,4%	-41,9%	442,6%	#DIV/0!	-12,7%	89,3%	177,4%	161,7%	#DIV/0!	#DIV/0!	404,8%	177,3%	#DIV/0!
Moyenne/logt		79,7%	30,1%	4,6%	122,8%	35,9%	-59,0%	283,3%	#DIV/0!	-38,3%	33,7%	95,9%	84,9%	#DIV/0!	#DIV/0!	256,6%	95,9%	#DIV/0!
Total Neuf	37,8%	28,7%	-5,9%	4,2%	-5,8%	-3,7%	-18,6%	-70,5%	#DIV/0!	-9,1%	180,5%	-34,0%	62,8%	#DIV/0!	#DIV/0!	12,8%	-34,0%	-33,9%
Moyenne/logt		13,2%	49,5%	65,4%	49,6%	53,0%	29,3%	-53,2%	#DIV/0!	44,3%	345,4%	4,8%	40,9%	#DIV/0!	#DIV/0!	79,1%	4,8%	4,9%

T 11. 91 - Synthèse 2002 / 2001		AIDE de l'ETAT					Autres Subventions					Prêts				Valeurs en K€		
	Nb de logis	Coût TOTAL (Prix de revient)	subvent. principale Etat (art 10)	Surcharge Foncière Etat (art 20)	subvent. spécifique Etat (art 20)	TOTAL subvent. ETAT	Le 1% privilégié (Milliard)	Région	Départ.	Ville	AUTRE	Prêt CDC	1% normal (tous taux)	Prêt Ville	Autres	Fonds Propres	Valeur Garantie ville	Valeur baisse TVA Etat
<b>2002</b>																		
Total général	819	81 166	7 098	716	1 003	8 818	2 963	4 268	5 861	992	292	46 625	8 207	0	22	3 518	932	7 964
Moyenne/logt		99,10	8,67	0,87	1,23	10,77	3,62	5,21	7,16	0,72	0,36	56,93	10,02	0,00	0,03	4,30	1,14	9,72
%/Prix de revient			8,7%	0,9%	1,2%	10,9%	3,7%	5,3%	7,2%	0,7%	0,4%	57,4%	10,1%	0,0%	0,0%	4,3%	1,1%	9,8%
Total Ancien	195	14 801	1 876	174	523	2 574	0	1 239	1 664	139	8	8 062	767	0	0	348	161	0
Moyenne/logt		95,49	12,11	1,12	3,38	16,60	0,00	7,99	10,74	0,90	0,05	52,01	4,95	0,00	0,00	2,25	1,04	0,00
%/Prix de revient			12,7%	1,2%	3,5%	17,4%	0,0%	8,4%	11,2%	0,9%	0,1%	54,5%	5,2%	0,0%	0,0%	2,4%	1,1%	0,0%
Total Neuf	664	66 366	5 222	542	480	6 244	2 963	3 030	4 197	452	284	38 563	7 440	0	22	3 170	771	7 964
Moyenne/logt		99,95	7,86	0,82	0,72	9,40	4,46	4,56	6,32	0,68	0,43	58,08	11,20	0,00	0,03	4,77	1,16	11,99
%/Prix de revient			7,9%	0,8%	0,7%	9,4%	4,5%	4,6%	6,3%	0,7%	0,4%	58,1%	11,2%	0,0%	0,0%	4,8%	1,2%	12,0%
Total AA	155	14 801	1 876	174	523	2 574	0	1 239	1 664	139	8	8 062	767	0	0	348	161	0
Moyenne/logt		95,49	12,11	1,12	3,38	16,60	0,00	7,99	10,74	0,90	0,05	52,01	4,95	0,00	0,00	2,25	1,04	0,00
%/Prix de revient			12,7%	1,2%	3,5%	17,4%	0,0%	8,4%	11,2%	0,9%	0,1%	54,5%	5,2%	0,0%	0,0%	2,4%	1,1%	0,0%
Total AST	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Moyenne/logt		#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
%/Prix de revient			#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
<b>2001</b>																		
TOTAL Général 2001	887	72 035	5 413	475	1 196	7 084	3 405	5 456	4 134	193	158	44 409	4 648	0	0	2 547	888	7 325
Moyenne/logt		81,21	6,10	0,54	1,35	7,99	3,84	6,15	4,66	0,22	0,18	50,07	5,24	0,00	0,00	2,87	1,00	8,26
% / Prix de Revient			7,5%	0,7%	1,7%	9,8%	4,7%	7,0%	5,7%	0,3%	0,2%	61,8%	6,5%	0,0%	0,0%	3,5%	1,2%	10,2%
Total Ancien	190	10 995	1 601	173	468	2 242	152	956	2 408	48	0	4 702	317	0	0	170	94	0
Moyenne/logt		57,87	8,42	0,91	2,46	11,80	0,80	5,03	12,67	0,25	0,00	24,75	1,67	0,00	0,00	0,90	0,49	0,00
% / Prix de Revient			14,6%	1,6%	4,3%	20,4%	1,4%	8,7%	21,9%	0,4%	0,0%	42,8%	2,9%	0,0%	0,0%	1,5%	0,9%	0,0%
Total Neuf	697	61 040	3 813	302	728	4 842	3 253	4 500	1 726	145	158	39 708	4 331	0	0	2 377	794	7 325
Moyenne/logt		87,57	5,47	0,43	1,04	6,95	4,67	6,46	2,48	0,21	0,23	56,97	6,21	0,00	0,00	3,41	1,14	10,51
% / Prix de Revient			6,2%	0,5%	1,2%	7,9%	5,3%	7,4%	2,8%	0,2%	0,3%	65,1%	7,1%	0,0%	0,0%	3,9%	1,3%	12,0%
<b>Comparaison 2002/2001</b>																		
Total général	-7,7%	12,7%	31,1%	50,8%	-16,1%	24,5%	-13,0%	-21,8%	41,8%	206,1%	85,2%	5,0%	76,6%	#DIV/0!	#DIV/0!	38,1%	5,0%	8,7%
Moyenne/logt		22,0%	42,0%	63,4%	-9,1%	34,8%	-5,8%	-15,3%	53,6%	231,6%	100,6%	13,7%	91,2%	#DIV/0!	#DIV/0!	49,6%	13,7%	17,8%
Total Ancien	-10,4%	34,6%	17,2%	0,5%	11,0%	14,8%	-100,0%	29,6%	-30,9%	189,5%	#DIV/0!	71,5%	141,9%	#DIV/0!	#DIV/0!	104,7%	71,5%	#DIV/0!
Moyenne/logt		65,0%	43,7%	23,2%	37,0%	40,7%	-100,0%	58,8%	-15,3%	254,8%	#DIV/0!	110,2%	196,5%	#DIV/0!	#DIV/0!	150,9%	110,2%	#DIV/0!
Total Neuf	-4,7%	8,7%	37,0%	79,7%	-34,0%	29,0%	8,9%	-32,7%	143,2%	211,7%	80,4%	-2,9%	71,8%	#DIV/0!	#DIV/0!	33,4%	2,9%	8,7%
Moyenne/logt		14,1%	43,8%	88,6%	-30,8%	35,4%	4,4%	-29,3%	155,3%	227,1%	89,4%	1,9%	80,3%	#DIV/0!	#DIV/0!	40,8%	1,9%	14,1%

T 12. 95 - Synthèse 2002 / 2001		AIDE de l'ETAT					Autres Subventions					Prêts				Valeurs en k€			
	Nb de logis	Coût TOTAL (Prix de revient)	subvent. principale Etat (art 10)	Surcharge Foncière Etat (art 20)	subvent. spécif. Etat (art 20)	TOTAL subvent. ETAT	Le 1% privilégié (Milliard)	Région	Départ.	Ville	AUTRE	Prêt CDC	1% normal (tous taux)	Prêt Ville	Autres	Fonds Propres	Valeur Garantie ville	Valeur baisse TVA Etat	
<b>2002</b>																			
Total général	880	71 636	5 990	708	861	7 559	3 268	3 329	2 102	437	229	44 426	8 486	0	50	1 751	814	5 648	
Moyenne/logt		81,40	6,81	0,80	0,98	8,59	3,71	3,78	2,39	0,50	0,26	50,40	9,64	0,00	0,06	1,99	0,93	6,42	
%/Prix de revient			8,4%	1,0%	1,2%	10,6%	4,6%	4,6%	2,9%	0,6%	0,3%	62,0%	11,8%	0,0%	0,1%	2,4%	1,1%	7,9%	
Total Ancien	324	24 568	2 493	392	501	3 346	124	1 879	779	286	51	14 921	2 804	0	0	377	296	0	
Moyenne/logt		75,83	7,70	1,09	1,55	10,33	0,38	5,80	2,40	0,88	0,16	46,05	8,65	0,00	0,00	1,16	0,91	0,00	
%/Prix de revient			10,1%	1,4%	2,0%	13,6%	0,5%	7,6%	3,2%	1,2%	0,2%	60,7%	11,4%	0,0%	0,0%	1,5%	1,2%	0,0%	
Total Neuf	556	47 068	3 497	356	360	4 213	3 144	1 449	1 323	151	178	29 504	5 682	0	50	1 374	519	5 648	
Moyenne/logt		84,66	6,29	0,64	0,65	7,58	5,65	2,61	2,38	0,27	0,32	53,07	10,22	0,00	0,09	2,47	0,93	10,16	
%/Prix de revient			7,4%	0,8%	0,8%	8,9%	6,7%	3,1%	2,8%	0,3%	0,4%	62,7%	12,1%	0,0%	0,1%	2,9%	1,1%	12,0%	
Total AA	323	24 408	2 463	352	501	3 317	124	1 869	763	286	51	14 904	2 741	0	0	354	295	0	
Moyenne/logt		75,57	7,63	1,09	1,55	10,27	0,38	5,79	2,36	0,89	0,16	46,14	8,48	0,00	0,00	1,09	0,91	0,00	
%/Prix de revient			10,1%	1,4%	2,1%	13,6%	0,5%	7,7%	3,1%	1,2%	0,2%	61,1%	11,2%	0,0%	0,0%	1,4%	1,2%	0,0%	
Total AST	1	159	30	0	0	30	0	10	16	0	0	17	63	0	0	23	0	0	
Moyenne/logt		159,26	29,91	0,00	0,00	29,91	0,00	10,00	15,93	0,00	0,00	17,00	63,00	0,00	0,00	23,42	0,34	0,00	
%/Prix de revient			18,8%	0,0%	0,0%	18,8%	0,0%	6,3%	10,0%	0,0%	0,0%	10,7%	39,6%	0,0%	0,0%	14,7%	0,2%	0,0%	
<b>2001</b>																			
TOTAL Général 2001	1 210	96 518	7 677	1 519	1 593	10 789	3 456	6 720	3 150	195	815	59 605	9 527	0	0	2 261	991	9 961	
Moyenne/logt		79,77	6,34	1,26	1,32	8,92	2,86	5,55	2,60	0,16	0,67	49,26	7,87	0,00	0,00	1,87	0,82	8,23	
% / Prix de Revient			8,0%	1,6%	1,7%	11,2%	3,6%	7,0%	3,3%	0,2%	0,8%	61,8%	9,9%	0,0%	0,0%	2,3%	1,0%	10,3%	
Total Ancien	101	6 501	1 494	412	411	2 317	0	1 074	993	0	0	1 755	615	0	0	147	30	0	
Moyenne/logt		64,37	14,79	4,08	4,07	22,94	0,00	10,64	5,87	0,00	0,00	17,37	6,09	0,00	0,00	1,46	0,29	0,00	
% / Prix de Revient			23,0%	6,3%	6,3%	35,6%	0,0%	16,5%	9,1%	0,0%	0,0%	27,0%	9,5%	0,0%	0,0%	2,3%	0,5%	0,0%	
Total Neuf	1 109	90 017	6 184	1 107	1 182	8 473	3 456	5 646	2 557	195	814	57 850	8 911	0	0	2 114	961	9 961	
Moyenne/logt		81,17	5,58	1,00	1,07	7,64	3,12	5,09	2,31	0,18	0,73	52,16	8,04	0,00	0,00	1,91	0,87	8,98	
% / Prix de Revient			6,9%	1,2%	1,3%	9,4%	3,8%	6,3%	2,8%	0,2%	0,9%	64,3%	9,9%	0,0%	0,0%	2,3%	1,1%	11,1%	
<b>Comparaison 2002/2001</b>																			
Total général		-27,3%	-25,8%	-22,0%	-53,4%	-46,0%	-29,9%	-5,5%	-50,5%	-33,3%	123,9%	-71,8%	-25,5%	-10,9%	#DIV/0!	#DIV/0!	-22,6%	-17,8%	-43,3%
Moyenne/logt		2,1%	7,3%	-35,9%	25,7%	-3,7%	30,0%	-31,9%	-8,2%	207,8%	61,3%	2,5%	22,5%	#DIV/0!	#DIV/0!	6,5%	13,0%	-22,0%	
Total Ancien	220,8%	277,9%	66,9%	-14,5%	21,9%	44,5%	#DIV/0!	74,9%	31,3%	#DIV/0!	22351,1%	750,3%	355,6%	#DIV/0!	#DIV/0!	156,3%	900,5%	#DIV/0!	
Moyenne/logt		17,8%	-48,0%	-73,3%	-62,0%	-55,0%	#DIV/0!	-45,5%	-59,1%	#DIV/0!	6898,7%	165,1%	42,0%	#DIV/0!	#DIV/0!	-20,1%	211,9%	#DIV/0!	
Total Neuf	49,9%	47,7%	-43,4%	67,9%	69,6%	-50,3%	9,0%	-74,3%	-48,2%	22,7%	-78,1%	-49,0%	36,2%	#DIV/0!	#DIV/0!	35,0%	-46,0%	-43,3%	
Moyenne/logt		4,3%	12,8%	-35,9%	-39,3%	0,8%	81,4%	-48,8%	3,2%	54,2%	-56,4%	1,7%	27,2%	#DIV/0!	#DIV/0!	29,6%	7,6%	13,1%	

T 13. Gde Cour. - Synthèse 2002/2		AIDE de l'ETAT					Autres Subventions					Prêts				Valeurs en k€			
	Nb de logis	Coût TOTAL (Prix de revient)	subvent. principale Etat (art 10)	Surchar. Foncière Etat (art 20)	subvent. spécif. Etat (art 20)	TOTAL subvent. ETAT	Le 1% privilégié (Milliard)	Région	Départ.	Ville	AUTRE	Prêt CDC	1% normal (tous taux)	Prêt Ville	Autres	Fonds Propres	Valeur Garantie ville	Valeur baisse TVA Etat	
<b>2002</b>																			
Total général	3 504	317 386	27 915	4 921	4 860	37 696	11 949	14 535	8 370	3 064	3 281	193 336	28 700	0	1 683	14 771	3 792	26 624	
Moyenne/logt		90,58	7,97	1,40	1,39	10,76	3,41	4,15	2,39	0,97	0,94	55,10	9,19	0,00	0,48	4,22	1,08	7,60	
%/Prix de revient			8,8%	1,6%	1,5%	11,9%	3,8%	4,6%	2,6%	1,0%	1,0%	60,9%	9,0%	0,0%	0,5%	4,7%	1,2%	8,4%	
Total Ancien	1 184	95 515	11 447	1 714	2 547	15 708	612	5 204	2 640	726	335	98 113	8 209	0	520	3 448	1 160	0	
Moyenne/logt		80,67	9,67	1,45	2,15	13,27	0,52	4,40	2,23	0,61	0,28	49,00	6,93	0,00	0,44	2,91	0,98	0,00	
%/Prix de revient			12,0%	1,8%	2,7%	16,4%	0,6%	5,4%	2,8%	0,8%	0,4%	60,8%	8,6%	0,0%	0,5%	3,6%	1,2%	0,0%	
Total Neuf	2 320	221 870	16 469	3 207	2 313	21 989	11 338	9 330	5 731	2 338	2 946	135 223	20 491	0	1 162	11 322	2 633	26 624	
Moyenne/logt		95,63	7,10	1,38	1,00	9,48	4,89	4,02	2,47	1,01	1,27	58,29	8,83	0,00	0,50	4,88	1,13	11,48	
%/Prix de revient			7,4%	1,4%	1,0%	9,9%	5,1%	4,2%	2,6%	1,1%	1,3%	60,9%	9,2%	0,0%	0,5%	5,1%	1,2%	12,0%	
Total AA	1 181	94 992	11 367	1 699	2 437	15 503	612	5 168	2 624	719	316	98 049	8 080	0	520	3 401	1 158	0	
Moyenne/logt		80,43	9,63	1,44	2,06	13,13	0,52	4,38	2,22	0,61	0,27	49,15	6,84	0,00	0,44	2,88	0,98	0,00	
%/Prix de revient			12,0%	1,8%	2,6%	16,3%	0,6%	5,4%	2,8%	0,8%	0,3%	61,1%	8,5%	0,0%	0,5%	3,6%	1,2%	0,0%	
Total AST	3	524	79	15	110	205	0	36	16	7	19	64	129	0	0	46	1	0	
Moyenne/logt		174,57	26,43	4,99	36,75	68,18	0,00	12,16	5,31	2,50	6,33	21,25	42,91	0,00	0,00	15,94	0,42	0,00	
%/Prix de revient			15,1%	2,9%	21,1%	39,1%	0,0%	7,0%	3,0%	1,4%	3,6%	12,2%	24,6%	0,0%	0,0%	9,1%	0,2%	0,0%	
<b>2001</b>																			
TOTAL Général 2001	4 348	363 685	27 870	5 646	6 184	39 701	16 044	24 134	9 583	2 951	2 585	224 035	31 320	0	0	13 308	4 312	39 784	
Moyenne/logt		83,64	6,41	1,30	1,42	9,13	3,69	5,55	2,20	0,68	0,59	51,53	7,21	0,00	0,00	3,06	0,99	9,15	
% / Prix de Revient			7,7%	1,6%	1,7%	10,9%	4,4%	6,6%	2,6%	0,8%	0,7%	61,6%	8,6%	0,0%	0,0%	3,7%	1,2%	10,9%	
Total Ancien	684	40 584	6 755	1 548	1 634	9 937	945	3 400	3 188	489	163	18 098	3 534	0	0	831	396	0	
Moyenne/logt		59,33	9,88	2,26	2,39	14,53	1,38	4,97	4,66	0,71	0,24	26,46	5,17	0,00	0,00	1,21	0,52	0,00	
% / Prix de Revient			16,6%	3,8%	4,0%	24,5%	2,3%	8,4%	7,9%	1,2%	0,4%	44,6%	8,7%	0,0%	0,0%	2,0%	0,9%	0,0%	
Total Neuf	3 664	323 101	21 115	4 098	4 550	29 763	15 100	20 735	6 395	2 462	2 421	205 936	27 794	0	0	12 478	3 955	39 784	
Moyenne/logt		88,18	5,76	1,12	1,24	8,12	4,12	5,66	1,75	0,67	0,66	56,21	7,59	0,00	0,00	3,41	1,08	10,86	
% / Prix de Revient			6,5%	1,3%	1,4%	9,2%	4,7%	6,4%	2,0%	0,8%	0,7%	63,7%	8,6%	0,0%	0,0%	3,9%	1,2%	12,3%	
<b>Comparaison 2002/2001</b>																			
Total général		-19,4%	-12,7%	0,2%	-12,8%	-21,4%	-5,0%	-25,5%	-39,8%	-12,7%	3,8%	26,9%	-13,7%	-8,4%	#DIV/0!	#DIV/0!	11,0%	-12,0%	-33,1%
Moyenne/logt		8,3%	24,3%	8,2%	2,5%	17,8%	-7,6%	-25,3%	8,4%	28,8%	57,5%	7,1%	13,7%	#DIV/0!	#DIV/0!	37,7%	9,1%	-17,0%	
Total Ancien		73,1%	135,4%	69,5%	10,7%	55,9%	58,1%	35,2%	53,1%	-17,2%	48,6%	105,2%	221,1%	132,3%	#DIV/0!	#DIV/0!	315,2%	225,3%	#DIV/0!
Moyenne/logt		36,0%	-2,1%	-36,0%	-18,0%	-8,7%	-62,6%	-11,6%	-52,2%	-14,2%	18,6%	85,5%	34,2%	#DIV/0!	#DIV/0!	139,9%	87,9%	#DIV/0!	
Total Neuf		36,7%	31,3%	-22,0%	-21,7%	-49,2%	-24,9%	-55,0%	-10,4%	-5,1%	21,7%	-34,3%	26,3%	#DIV/0!	#DIV/0!	-9,3%	-33,4%	-33,1%	
Moyenne/logt		8,4%	23,2%	23,6%	-19,7%	16,7%	18,6%	28,9%	41,5%	49,9%	92,2%	3,7%	16,4%	#DIV/0!	#DIV/0!	43,3%	5,1%	5,7%	

T 14. RIF - Synthèse 2002 / 2001		AIDE de l'ETAT					Autres Subventions					Prêts				Valeurs en k€		
	Nb de logts	Coût TOTAL (Prix de revient)	subvent. principale Etat (art 10)	Surcharg. Foncière Etat (art 20)	subvent. spécifique Etat (art 20)	TOTAL subvent. ETAT	Le 1% privilégié (Milliard)	Région	Départ.	Ville	AUTRE	Prêt CDC	1% normal (tous taux)	Prêt Ville	Autres	Fonds Propres	Valeur Garantie ville	Valeur baisse TVA Etat
<b>2002</b>																		
Total général	10 186	1 058 111	80 529	52 787	16 340	149 655	34 017	35 466	22 983	72 936	13 861	956 708	70 431	40 499	1 945	59 651	35 539	69 531
Moyenne/logt		103,88	7,91	5,18	1,60	14,69	3,34	3,48	2,26	7,16	1,36	54,65	6,91	3,97	0,19	5,86	3,49	6,83
%/Prix de revient			7,6%	5,0%	1,5%	14,1%	3,2%	3,4%	2,2%	6,9%	1,3%	52,0%	6,7%	3,0%	0,2%	5,6%	3,4%	6,6%
Total Ancien	4 491	478 685	43 048	37 601	10 357	91 006	7 970	14 401	6 995	49 271	3 299	216 259	27 761	34 922	595	26 206	26 031	0
Moyenne/logt		106,59	9,59	8,37	2,31	20,26	1,77	3,21	1,56	10,97	0,73	48,45	6,18	7,78	0,13	5,84	5,00	0,00
%/Prix de revient			9,0%	7,9%	2,2%	19,0%	1,7%	3,0%	1,5%	10,3%	0,7%	45,2%	5,8%	7,3%	0,1%	5,5%	5,4%	0,0%
Total Neuf	5 695	579 426	37 481	15 185	5 983	58 649	26 047	21 066	15 989	23 664	10 562	340 448	42 670	5 537	1 351	33 444	9 508	69 531
Moyenne/logt		101,74	6,58	2,67	1,05	10,30	4,57	3,70	2,81	4,16	1,85	59,78	7,49	0,97	0,24	5,87	1,67	12,21
%/Prix de revient			6,5%	2,6%	1,0%	10,1%	4,5%	3,6%	2,8%	4,1%	1,8%	58,0%	7,4%	1,0%	0,2%	5,8%	1,6%	12,0%
Total AA	2 699	222 913	24 969	10 890	7 327	43 185	3 414	12 390	5 756	14 375	1 297	98 365	21 014	9 201	595	13 321	4 656	0
Moyenne/logt		82,99	9,25	4,03	2,71	16,00	1,26	4,99	2,13	5,33	0,48	36,45	7,79	3,41	0,22	4,94	1,73	0,00
%/Prix de revient			11,2%	4,9%	3,3%	19,4%	1,5%	5,6%	2,6%	6,4%	0,6%	44,1%	9,4%	4,1%	0,3%	6,0%	2,1%	0,0%
Total AST	1 792	255 772	18 079	26 712	3 030	47 821	4 556	2 011	1 239	34 896	2 002	117 894	6 747	25 721	0	12 885	21 375	0
Moyenne/logt		142,73	10,09	14,91	1,69	26,69	2,54	1,12	0,69	19,47	1,12	65,79	3,76	14,35	0,00	7,19	11,93	0,00
%/Prix de revient			7,1%	10,4%	1,2%	18,7%	1,8%	0,8%	0,5%	13,6%	0,8%	46,1%	2,6%	10,1%	0,0%	5,0%	8,4%	0,0%
<b>2001</b>																		
TOTAL Général 2001	11 627	1 167 383	88 700	62 191	36 286	187 176	41 463	57 925	25 628	75 300	14 154	606 927	97 362	19 399	3 135	38 896	11 007	92 102
Moyenne/logt		100,40	7,63	5,35	3,12	16,10	3,57	4,98	2,20	6,48	1,22	52,20	8,37	1,67	0,27	3,35	1,02	7,92
% / Prix de Revient			7,6%	5,3%	3,1%	16,0%	3,6%	5,0%	2,2%	6,5%	1,2%	52,0%	8,3%	1,7%	0,3%	3,3%	1,0%	7,9%
Total Ancien	3 504	372 239	36 638	41 615	15 404	93 657	12 232	18 003	8 098	48 073	1 361	144 971	26 040	10 644	2 098	7 102	2 830	0
Moyenne/logt		106,23	10,46	11,88	4,40	26,73	3,49	5,14	2,31	13,72	0,39	41,37	7,43	3,04	0,59	2,03	0,81	0,00
% / Prix de Revient			9,8%	11,2%	4,1%	25,2%	3,3%	4,8%	2,2%	12,9%	0,4%	38,9%	7,0%	2,9%	0,6%	1,9%	0,8%	0,0%
Total Neuf	8 123	795 144	52 061	20 576	20 882	93 519	29 231	39 922	17 530	27 227	12 793	461 956	71 322	8 755	1 077	31 794	8 977	92 102
Moyenne/logt		97,89	6,41	2,53	2,57	11,51	3,60	4,91	2,16	3,35	1,57	56,87	8,78	1,08	0,13	3,91	1,11	11,34
% / Prix de Revient			6,5%	2,6%	2,6%	11,8%	3,7%	5,0%	2,2%	3,4%	1,6%	58,1%	9,0%	1,1%	0,1%	4,0%	1,1%	11,6%
<b>Comparaison 2002/2001</b>																		
Total général	-12,4%	-9,4%	-9,2%	-15,1%	-55,0%	-20,0%	-18,0%	-38,8%	-10,3%	-3,1%	-2,1%	-8,3%	-27,7%	108,6%	-37,9%	53,4%	201,0%	-24,5%
Moyenne/logt		3,5%	3,6%	-3,1%	-48,6%	-8,7%	6,4%	-30,1%	2,4%	10,6%	11,8%	4,7%	-17,4%	138,1%	29,2%	75,1%	243,6%	-13,8%
Total Ancien	20,2%	20,6%	17,5%	-8,6%	-32,8%	-2,8%	-34,0%	-20,0%	-13,6%	2,5%	142,5%	49,2%	6,6%	228,1%	-71,1%	269,0%	819,8%	#DIV/0!
Moyenne/logt		0,3%	-8,3%	-29,5%	-47,5%	-24,2%	-49,2%	-37,6%	-32,6%	-20,0%	89,2%	16,4%	-16,8%	156,0%	-77,5%	187,9%	617,6%	#DIV/0!
Total Neuf	29,9%	27,1%	28,0%	-26,2%	-71,3%	37,3%	-10,9%	-47,2%	8,8%	-13,1%	-17,4%	26,3%	40,2%	-36,8%	25,5%	5,2%	5,9%	-24,9%
Moyenne/logt		3,9%	2,7%	5,3%	-59,1%	-10,5%	27,1%	-24,7%	30,1%	24,0%	17,8%	5,1%	-14,7%	-9,8%	78,9%	50,0%	51,1%	7,7%

TABLEAU 15 - Ensemble du logement social en Ile-de-France en 2002 - en COUT TOTAL

																									Valeurs en k€				
TOTAL toutes catégories de logts					Total Ancien					Total Neuf					Total AA					Total AST									
	Nb de logements	Coût Total	Surch. Fonciè. Etat (art 20)	Total art. 20 Etat	TOTAL subvention ETAT	Nb de logements	Coût Total	Surch. Fonciè. Etat (art 20)	Total art. 20 Etat	TOTAL subvention ETAT	Nb de logements	Coût Total	Surch. Fonciè. Etat (art 20)	Total art. 20 Etat	TOTAL subvention ETAT	Nb de logements	Coût Total	Surch. Fonciè. Etat (art 20)	Total art. 20 Etat	TOTAL subvention ETAT	Nb de logements	Coût Total	Surch. Fonciè. Etat (art 20)	Total art. 20 Etat	TOTAL subvention ETAT				
<b>PLUS et PLAI</b>																													
75	2 438	347 758	35 349	40 431	64 741	2 134	308 534	33 883	38 964	61 904	304	39 224	1 467	1 467	2 836	537	75 483	8 036	10 945	17 240	1 597	233 050	25 847	28 019	44 664				
92	1 418	176 498	7 215	8 463	18 518	248	23 699	1 238	1 606	3 770	1 170	152 799	5 977	6 857	14 748	142	8 329	388	756	1 921	106	15 370	850	850	1 850				
93	1 193	86 515	1 494	4 798	14 469	347	15 451	257	2 067	5 533	846	71 064	1 237	2 731	8 936	324	13 692	257	1 319	4 480	23	1 759	0	748	1 052				
94	1 633	129 955	3 807	5 653	14 231	578	35 486	510	1 060	4 092	1 055	94 469	3 297	4 593	10 140	515	30 418	510	1 060	4 042	63	5 069	0	0	50				
Petite couronne	4 244	392 968	12 516	18 914	47 218	1 173	74 636	2 005	4 733	13 394	3 071	318 332	10 511	14 181	33 824	981	52 438	1 155	3 135	10 442	192	22 198	850	1 598	2 952				
77	898	70 494	935	1 902	8 339	269	16 447	0	90	2 615	629	54 047	935	1 811	5 724	269	16 447	0	90	2 615	0	0	0	0	0				
78	907	94 089	2 563	4 592	12 980	436	39 700	1 188	2 620	7 172	471	54 389	1 374	1 971	5 808	434	39 336	1 173	2 495	6 997	2	364	15	125	175				
91	819	81 166	716	1 720	8 818	155	14 801	174	697	2 574	664	66 366	542	1 022	6 244	155	14 801	174	697	2 574	0	0	0	0	0				
95	880	71 636	708	1 569	7 559	324	24 568	352	853	3 346	556	47 068	356	715	4 213	323	24 408	352	853	3 317	1	159	0	0	30				
Grande couronne	3 504	317 386	4 921	9 781	37 696	1 184	95 515	1 714	4 261	15 708	2 320	221 870	3 207	5 520	21 989	1 181	94 992	1 699	4 136	15 503	3	524	15	125	205				
Total RIF	10 186	1 058 111	52 787	69 126	149 655	4 491	478 685	37 601	47 958	91 006	5 695	579 426	15 185	21 168	58 649	2 699	222 913	10 890	18 217	43 185	1 792	255 772	26 712	29 742	47 821				
<b>PLS</b>																													
75	1 092	161 135	5 030	5 030	5 030	852	116 973	3 437	3 437	3 437	240	44 162	1 594	1 594	1 594	20	1 697	0	0	0	832	115 276	3 437	3 437	3 437				
92	467	62 822	2 500	2 500	2 500	263	33 528	1 500	1 500	1 500	204	29 294	999	999	999	145	17 007	617	617	617	118	16 521	883	883	883				
93	190	18 080	105	105	105	68	3 265	0	0	0	122	14 814	105	105	105	68	3 265	0	0	0	0	0	0	0	0				
94	397	48 672	793	793	793	131	10 059	224	224	224	266	38 613	568	568	568	117	9 308	224	224	224	14	751	0	0	0				
Petite couronne	1 054	129 574	3 397	3 397	3 397	462	46 852	1 725	1 725	1 725	592	82 721	1 673	1 673	1 673	330	29 581	841	841	841	132	17 272	883	883	883				
77	174	23 906	0	0	0	12	1 842	0	0	0	162	22 064	0	0	0	12	1 842	0	0	0	0	0	0	0	0				
78	277	34 944	0	0	0	90	9 660	0	0	0	187	25 284	0	0	0	90	9 660	0	0	0	0	0	0	0	0				
91	11	1 783	0	0	0	0	0	0	0	0	11	1 783	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0				
95	217	24 262	0	0	0	5	316	0	0	0	212	23 946	0	0	0	5	316	0	0	0	0	0	0	0	0				
Grande couronne	679	84 894	0	0	0	107	11 817	0	0	0	572	73 077	0	0	0	107	11 817	0	0	0	0	0	0	0	0				
Total RIF	2 825	375 603	8 428	8 428	8 428	1 421	175 642	5 161	5 161	5 161	1 404	199 960	3 266	3 266	3 266	457	43 095	841	841	841	964	132 548	4 320	4 320	4 320				
<b>TOTAL PLUS-PLAI et PLS</b>																													
75	3 530	508 893	40 380	45 462	69 771	2 986	425 506	37 320	42 401	65 341	544	83 387	3 060	3 060	4 430	557	77 180	8 036	10 945	17 240	2 429	348 326	29 284	31 456	48 101				
92	1 885	239 320	9 714	10 963	21 018	511	57 227	2 738	3 106	5 270	1 374	182 093	6 976	7 856	15 747	287	25 336	1 005	1 373	2 538	224	31 890	1 733	1 733	2 733				
93	1 383	104 594	1 599	4 903	14 574	415	18 716	257	2 067	5 533	968	85 878	1 342	2 836	9 041	392	16 957	257	1 319	4 480	23	1 759	0	748	1 052				
94	2 030	178 627	4 600	6 446	15 024	709	45 545	734	1 285	4 316	1 321	133 082	3 866	5 161	10 708	632	39 726	734	1 285	4 266	77	5 820	0	0	50				
Petite couronne	5 298	522 541	15 913	22 312	50 616	1 635	121 488	3 729	6 458	15 119	3 663	401 053	12 184	15 854	35 497	1 311	82 019	1 996	3 977	11 284	324	39 470	1 733	2 481	3 835				
77	1 072	94 399	935	1 902	8 339	281	18 288	0	90	2 615	791	76 111	935	1 811	5 724	281	18 288	0	90	2 615	0	0	0	0	0				
78	1 184	129 033	2 563	4 592	12 980	526	49 360	1 188	2 620	7 172	658	79 673	1 374	1 971	5 808	524	48 995	1 173	2 495	6 997	2	364	15	125	175				
91	830	82 949	716	1 720	8 818	155	14 801	174	697	2 574	675	68 148	542	1 022	6 244	155	14 801	174	697	2 574	0	0	0	0	0				
95	1 097	95 898	708	1 569	7 559	329	24 884	352	853	3 346	768	71 014	356	715	4 213	328	24 725	352	853	3 317	1	159	0	0	30				
Grande couronne	4 183	402 280	4 921	9 781	37 696	1 291	107 333	1 714	4 261	15 708	2 892	294 947	3 207	5 520	21 989	1 288	106 809	1 699	4 136	15 503	3	524	15	125	205				
Total RIF	13 011	1 433 714	61 215	77 554	158 083	5 912	654 327	42 763	53 120	96 168	7 099	779 387	18 452	24 435	61 915	3 156	266 008	11 731	19 058	44 027	2 756	388 319	31 032	34 062	52 141				

**TABLEAU 16 - Ensemble du logement social en Ile-de-France en 2002 - en COUT/Logement**

Valeurs en k€																									
	TOTAL toutes catégories de logts					Total Ancien					Total Neuf					Total AA					Total AST				
	Nb de logeme nts	Coût /logt	Surch. Fonci. (art 20) /logt	Total art. 20 /logt	Total subv. ETAT /logt	Nb de logeme nts	Coût /logt	Surch. Fonci. (art 20) /logt	Total art. 20 /logt	Total subv. ETAT /logt	Nb de logeme nts	Coût /logt	Surch. Fonci. (art 20) /logt	Total art. 20 /logt	Total subv. ETAT /logt	Nb de logeme nts	Coût /logt	Surch. Fonci. (art 20) /logt	Total art. 20 /logt	Total subv. ETAT /logt	Nb de logeme nts	Coût /logt	Surch. Fonci. (art 20) /logt	Total art. 20 /logt	Total subv. ETAT /logt
<b>PLUS et PLAI</b>																									
75	2 438	142,64	14,50	16,58	26,55	2 134	144,58	15,88	18,26	29,01	304	129,03	4,83	4,83	9,33	537	140,56	14,96	20,38	32,10	1 597	145,93	16,18	17,54	27,97
92	1 418	124,47	5,09	5,97	13,06	248	95,56	4,99	6,48	15,20	1 170	130,60	5,11	5,86	12,61	142	58,66	2,73	5,32	13,53	106	145,00	8,02	8,02	17,45
93	1 193	72,52	1,25	4,02	12,13	347	44,53	0,74	5,96	15,94	846	84,00	1,46	3,23	10,56	324	42,26	0,79	4,07	13,83	23	76,49	0,00	32,50	45,75
94	1 633	79,58	2,33	3,46	8,71	578	61,39	0,88	1,83	7,08	1 055	89,54	3,13	4,35	9,61	515	59,06	0,99	2,06	7,85	63	80,45	0,00	0,00	0,79
Petite couronne	4 244	92,59	2,95	4,46	11,13	1 173	63,63	1,71	4,03	11,42	3 071	103,66	3,42	4,62	11,01	981	53,45	1,18	3,20	10,64	192	115,61	4,43	8,32	15,37
77	898	78,50	1,04	2,12	9,29	269	61,14	0,00	0,34	9,72	629	85,93	1,49	2,88	9,10	269	61,14	0,00	0,34	9,72	0	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
78	907	103,74	2,83	5,06	14,31	436	91,06	2,73	6,01	16,45	471	115,48	2,92	4,19	12,33	434	90,64	2,70	5,75	16,12	2	182,22	7,49	62,62	87,31
91	819	99,10	0,87	2,10	10,77	155	95,49	1,12	4,50	16,60	664	99,95	0,82	1,54	9,40	155	95,49	1,12	4,50	16,60	0	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
95	880	81,40	0,80	1,78	8,59	324	75,83	1,09	2,63	10,33	556	84,66	0,64	1,29	7,58	323	75,57	1,09	2,64	10,27	1	159,26	0,00	0,00	29,91
Grande couronne	3 504	90,58	1,40	2,79	10,76	1 184	80,67	1,45	3,60	13,27	2 320	95,63	1,38	2,38	9,48	1 181	80,43	1,44	3,50	13,13	3	174,57	4,99	41,75	68,18
Total RIF	10 186	103,88	5,18	6,79	14,69	4 491	106,59	8,37	10,68	20,26	5 695	101,74	2,67	3,72	10,30	2 699	82,59	4,03	6,75	16,00	1 792	142,73	14,91	16,60	26,69
<b>PLS</b>																									
75	1 092	147,56	4,61	4,61	4,61	852	137,29	4,03	4,03	4,03	240	184,01	6,64	6,64	6,64	20	84,83	0,00	0,00	0,00	832	138,55	4,13	4,13	4,13
92	467	134,52	5,35	5,35	5,35	263	127,48	5,70	5,70	5,70	204	143,60	4,90	4,90	4,90	145	117,29	4,25	4,25	4,25	118	140,00	7,48	7,48	7,48
93	190	95,16	0,55	0,55	0,55	68	48,02	0,00	0,00	0,00	122	121,43	0,86	0,86	0,86	68	48,02	0,00	0,00	0,00	0	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
94	397	122,60	2,00	2,00	2,00	131	76,79	1,71	1,71	1,71	266	145,16	2,14	2,14	2,14	117	79,55	1,92	1,92	1,92	14	53,66	0,00	0,00	0,00
Petite couronne	1 054	122,94	3,22	3,22	3,22	462	101,41	3,73	3,73	3,73	592	139,73	2,83	2,83	2,83	330	89,64	2,55	2,55	2,55	132	130,85	6,69	6,69	6,69
77	174	137,39	0,00	0,00	0,00	12	153,46	0,00	0,00	0,00	162	136,20	0,00	0,00	0,00	12	153,46	0,00	0,00	0,00	0	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
78	277	126,15	0,00	0,00	0,00	90	107,33	0,00	0,00	0,00	187	135,21	0,00	0,00	0,00	90	107,33	0,00	0,00	0,00	0	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
91	11	162,07	0,00	0,00	0,00	0	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	11	162,07	0,00	0,00	0,00	0	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	0	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
95	217	111,81	0,00	0,00	0,00	5	63,28	0,00	0,00	0,00	212	112,95	0,00	0,00	0,00	5	63,28	0,00	0,00	0,00	0	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
Grande couronne	679	125,03	0,00	0,00	0,00	107	110,44	0,00	0,00	0,00	572	127,76	0,00	0,00	0,00	107	110,44	0,00	0,00	0,00	0	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
Total RIF	2 825	132,96	2,98	2,98	2,98	1 421	123,60	3,63	3,63	3,63	1 404	142,42	2,33	2,33	2,33	457	94,30	1,84	1,84	1,84	964	137,50	4,48	4,48	4,48
<b>TOTAL PLUS-PLAI et PLS</b>																									
75	3 530	144,16	11,44	12,88	19,77	2 986	142,50	12,50	14,20	21,88	544	153,28	5,63	5,63	8,14	557	138,56	14,43	19,65	30,95	2 429	143,40	12,06	12,95	19,80
92	1 885	126,96	5,15	5,82	11,15	511	111,99	5,36	6,08	10,31	1 374	132,53	5,08	5,72	11,46	287	88,28	3,50	4,78	8,84	224	142,37	7,74	7,74	12,20
93	1 383	75,63	1,16	3,55	10,54	415	45,10	0,62	4,98	13,33	968	88,72	1,39	2,93	9,34	392	43,26	0,66	3,37	11,43	23	76,49	0,00	32,50	45,75
94	2 030	87,99	2,27	3,18	7,40	709	64,24	1,04	1,81	6,09	1 321	100,74	2,93	3,91	8,11	632	62,86	1,16	2,03	6,75	77	75,58	0,00	0,00	0,65
Petite couronne	5 298	98,63	3,00	4,21	9,55	1 635	74,30	2,28	3,95	9,25	3 663	109,49	3,33	4,33	9,69	1 311	62,56	1,52	3,03	8,61	324	121,82	5,35	7,66	11,84
77	1 072	88,06	0,87	1,77	7,78	281	65,08	0,00	0,32	9,31	791	96,22	1,18	2,29	7,24	281	65,08	0,00	0,32	9,31	0	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
78	1 184	108,98	2,16	3,88	10,96	526	93,84	2,26	4,98	13,64	658	121,08	2,09	3,00	8,83	524	93,50	2,24	4,76	13,35	2	182,22	7,49	62,62	87,31
91	830	99,94	0,86	2,07	10,62	155	95,49	1,12	4,50	16,60	675	100,96	0,80	1,51	9,25	155	95,49	1,12	4,50	16,60	0	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
95	1 097	87,42	0,65	1,43	6,89	329	75,64	1,07	2,59	10,17	768	92,47	0,46	0,93	5,49	328	75,38	1,07	2,60	10,11	1	159,26	0,00	0,00	29,91
Grande couronne	4 183	96,17	1,18	2,34	9,01	1 291	83,14	1,33	3,30	12,17	2 892	101,99	1,11	1,91	7,60	1 288	82,93	1,32	3,21	12,04	3	174,57	4,99	41,75	68,18
Total RIF	13 011	110,19	4,70	5,96	12,15	5 912	110,68	7,23	8,99	16,27	7 099	109,79	2,60	3,44	8,72	3 156	84,29	3,72	6,04	13,95	2 756	140,90	11,26	12,36	18,92













53 OPERATIONS 2002 - Source Tableaux BOE de 26.03.2003

REV. RI.	Type de contrat (BOE/CUR/BOIS)	Spécialité	MAIRE	CODE MAIRIE	ADRESSE	N° DE LICENCIATION	GPK	ZIS	N° de parcelles	Commentaire	MSR	Type d'opération	PLS	Anné PLS (du 01/01 au 31/12)	PLA	PLS	Heuf Au Heuf AGI	Licence	Ordonnance	N° de parcelles	Montant de lauf	Coût TOTAL (Prix de revient)	Coût Total	Subvention en principal (au 31/12)	Financer par l'Etat (au 31/12)	Subvention en principal (au 31/12)	TOTAL subvention en ETAT	Subvention en d'at (au 31/12)	En T N (au 31/12)	Région	État	Com.	AJIRE G.P.	Pro CDC	% normal (non 2002)	Pro Vie	Adress	Financé par l'Etat	Valeur Générée	valeur (Valeur TVA État)	
03	HCLR	1	OPTIM		Avenue Nicolas Rolland	03031				SURTECH	03036	RUE PLJ	199	0	AA						138	3 388 220	28 770	384 860	368 630	1 218 280	9 820							17 910	2 011 280		2 682	0			
03	CLRRR	1	SAINT PIERRE	18108	242, WYFFORDESTRASSE	03014	04			SURTECH	03036	RUE PLJ	84	18	0	Heuf					81	9 175 708	321 138	339 850	229 675	131 815	982 260	13 218	274 282	761 031	228 675	0	6 862 897	289 039		86 928	812 893		0	902 893	
03	CLRRR	1	BARBOIS	11228	200 rue de la République - Barbois St-J	03018				SURTECH	03037	RUE PLJ	82	3	0	Heuf					41	2 289 842	98 912	387 470	20 008	988 060	13 268	628 028	398 219			18 798	2 221 817	389 079		138 882	0	0	0	0	
03	HCLR	1	HERR		41, rue de Valenciennes	03019				HERR	03038	RUE PLJ	18	0	AA						10	380 019	88 380	147 260	30 790	80 810	129 560	20 808	230 760						1 128	30 888		0	0	0	
03	HCLR	1	HERR		7, rue Victor Hugo	03019				HERR	03038	RUE PLJ	8	0	AA						1	238 838	19 865	36 460	30 100	23 700	98 260	30 000	82 660							1 128	30 888		0	0	
03	HCLR	1	HERR		38, rue de la République	03019				HERR	03038	RUE PLJ	1	0	AA						1	71 176	17 176	12 711	9 870	1 128	28 961	28 961	28 961							1 920	10 778		0	0	
03	HCLR	1	HOUSSEVILLE	01	26, Quai de la République HOUSSEVILLE	03020				HERR	03039	RUE PLJ	8	0	AA						30	1 187 017	869 708			983 708	7 918								152 281	83 286		0	0		
03	CLRRR	1	HOUSSEVILLE	01	26, Quai de la République HOUSSEVILLE	03020				HERR	03039	RUE PLJ	8	0	AA						30	1 187 017	869 708			983 708	7 918									152 281	83 286		0	0	
03	CLRRR	1	HOUSSEVILLE	01	26, Quai de la République HOUSSEVILLE	03020				HERR	03039	RUE PLJ	8	0	AA						30	1 187 017	869 708			983 708	7 918									152 281	83 286		0	0	
03	HCLR	1	LA LORRAINE	19107	110, rue Louis Blanc	03022				VILLERAY	03039	RUE PLJ	28	0	AA						42	9 170 038	318 280	320 990	180 930	918 100	12 268	218 622	443 691							188 610	18 288	2 283 880	837 138	88 278	621 282
03	HCLR	1	LA LORRAINE	19107	110, rue Louis Blanc	03022				VILLERAY	03039	RUE PLJ	28	0	AA						42	9 170 038	318 280	320 990	180 930	918 100	12 268	218 622	443 691							188 610	18 288	2 283 880	837 138	88 278	621 282
03	CLRRR	1	LA SABLEUSE	19107	110, rue Louis Blanc	03022				VILLERAY	03039	RUE PLJ	28	0	AA						42	9 170 038	318 280	320 990	180 930	918 100	12 268	218 622	443 691							188 610	18 288	2 283 880	837 138	88 278	621 282
03	CLRRR	1	LA SABLEUSE	19107	110, rue Louis Blanc	03022				VILLERAY	03039	RUE PLJ	28	0	AA						42	9 170 038	318 280	320 990	180 930	918 100	12 268	218 622	443 691							188 610	18 288	2 283 880	837 138	88 278	621 282
03	CLRRR	1	LA SABLEUSE	19107	110, rue Louis Blanc	03022				VILLERAY	03039	RUE PLJ	28	0	AA						42	9 170 038	318 280	320 990	180 930	918 100	12 268	218 622	443 691							188 610	18 288	2 283 880	837 138	88 278	621 282
03	CLRRR	1	LA SABLEUSE	19107	110, rue Louis Blanc	03022				VILLERAY	03039	RUE PLJ	28	0	AA						42	9 170 038	318 280	320 990	180 930	918 100	12 268	218 622	443 691							188 610	18 288	2 283 880	837 138	88 278	621 282
03	CLRRR	1	LA SABLEUSE	19107	110, rue Louis Blanc	03022				VILLERAY	03039	RUE PLJ	28	0	AA						42	9 170 038	318 280	320 990	180 930	918 100	12 268	218 622	443 691							188 610	18 288	2 283 880	837 138	88 278	621 282
03	CLRRR	1	LA SABLEUSE	19107	110, rue Louis Blanc	03022				VILLERAY	03039	RUE PLJ	28	0	AA						42	9 170 038	318 280	320 990	180 930	918 100	12 268	218 622	443 691							188 610	18 288	2 283 880	837 138	88 278	621 282
03	CLRRR	1	LA SABLEUSE	19107	110, rue Louis Blanc	03022				VILLERAY	03039	RUE PLJ	28	0	AA						42	9 170 038	318 280	320 990	180 930	918 100	12 268	218 622	443 691							188 610	18 288	2 283 880	837 138	88 278	621 282
03	CLRRR	1	LA SABLEUSE	19107	110, rue Louis Blanc	03022				VILLERAY	03039	RUE PLJ	28	0	AA						42	9 170 038	318 280	320 990	180 930	918 100	12 268	218 622	443 691							188 610	18 288	2 283 880	837 138	88 278	621 282
03	CLRRR	1	LA SABLEUSE	19107	110, rue Louis Blanc	03022				VILLERAY	03039	RUE PLJ	28	0	AA						42	9 170 038	318 280	320 990	180 930	918 100	12 268	218 622	443 691							188 610	18 288	2 283 880	837 138	88 278	621 282
03	CLRRR	1	LA SABLEUSE	19107	110, rue Louis Blanc	03022				VILLERAY	03039	RUE PLJ	28	0	AA						42	9 170 038	318 280	320 990	180 930	918 100	12 268	218 622	443 691							188 610	18 288	2 283 880	837 138	88 278	621 282
03	CLRRR	1	LA SABLEUSE	19107	110, rue Louis Blanc	03022				VILLERAY	03039	RUE PLJ	28	0	AA						42	9 170 038	318 280	320 990	180 930	918 100	12 268	218 622	443 691							188 610	18 288	2 283 880	837 138	88 278	621 282
03	CLRRR	1	LA SABLEUSE	19107	110, rue Louis Blanc	03022				VILLERAY	03039	RUE PLJ	28	0	AA						42	9 170 038	318 280	320 990	180 930	918 100	12 268	218 622	443 691							188 610	18 288	2 283 880	837 138	88 278	621 282
03	CLRRR	1	LA SABLEUSE	19107	110, rue Louis Blanc	03022				VILLERAY	03039	RUE PLJ	28	0	AA						42	9 170 038	318 280	320 990	180 930	918 100	12 268	218 622	443 691							188 610	18 288	2 283 880	837 138	88 278	621 282
03	CLRRR	1	LA SABLEUSE	19107	110, rue Louis Blanc	03022				VILLERAY	03039	RUE PLJ	28	0	AA						42	9 170 038	318 280	320 990	180 930	918 100	12 268	218 622	443 691							188 610	18 288	2 283 880	837 138	88 278	621 282
03	CLRRR	1	LA SABLEUSE	19107	110, rue Louis Blanc	03022				VILLERAY	03039	RUE PLJ	28	0	AA						42	9 170 038	318 280	320 990	180 930	918 100	12 268	218 622	443 691							188 610	18 288	2 283 880	837 138	88 278	621 282
03	CLRRR	1	LA SABLEUSE	19107	110, rue Louis Blanc	03022				VILLERAY	03039	RUE PLJ	28	0	AA						42	9 170 038	318 280	320 990	180 930	918 100	12 268	218 622	443 691							188 610	18 288	2 283 880	837 138	88 278	621 282
03	CLRRR	1	LA SABLEUSE	19107	110, rue Louis Blanc	03022				VILLERAY	03039	RUE PLJ	28	0	AA						42	9 170 038	318 280	320 990	180 930	918 100	12 268	218 622	443 691							188 610	18 288	2 283 880	837 138	88 278	621 282
03	CLRRR	1	LA SABLEUSE	19107	110, rue Louis Blanc	03022				VILLERAY	03039	RUE PLJ	28	0	AA						42	9 170 038	318 280	320 990	180 930	918 100	12 268	218 622	443 691							188 610	18 288	2 283 880	837 138	88 278	621 282
03	CLRRR	1	LA SABLEUSE	19107	110, rue Louis Blanc	03022				VILLERAY	03039	RUE PLJ	28	0	AA						42	9 170 038	318 280	320 990	180 930	918 100	12 268	218 622	443 691							188 610	18 288	2 283 880	837 138	88 278	621 282
03	CLRRR	1	LA SABLEUSE	19107	110, rue Louis Blanc	03022				VILLERAY	03039	RUE PLJ	28	0	AA						42	9 170 038	318 280	320 990	180 930	918 100	12 268	218 622	443 691							188 610	18 288	2 283 880	837 138	88 278	621 282
03	CLRRR	1	LA SABLEUSE	19107	110, rue Louis Blanc	03022				VILLERAY	03039	RUE PLJ	28	0	AA						42	9 170 038	318 280	320 990	180																





Secrétariat général  
Bureau  
Rapports  
et Documentation  
TOUR PASCAL B  
92055 LA DÉFENSE CÉDEX  
Tél. : 01 40 81 68 12/ 45